

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

COMPAGNIE FINANCIERE DE ORANGE BANK (ANCIENNEMENT RAPP 77)

Société anonyme au capital de 100 100 000 €
Siège social : 78, rue Olivier de Serres - 75015 Paris
819 398 660 R.C.S. Paris

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale mixte du 14 mars 2017

A. – Comptes sociaux au 31 décembre 2016

I. – Bilan

(En euros.)

Actif	31/12/2016
Caisse, banque centrale	
Effets publics et valeurs assimilées	
Créances sur les établissements de crédit	3 111
Opérations avec la clientèle	289 103
Obligations et autres titres à revenu fixe	
Actions et autres titres à revenu variable	-
Participations et autres titres détenus à long terme	
Parts dans les entreprises liées	270 000 000
Crédit-bail et location avec option d'achat	-
Location simple	-
Immobilisations incorporelles	
Immobilisations corporelles	
Capital souscrit non versé	-
Actions propres	-
Autres actifs	
Comptes de régularisation	
Total de l'actif	270 292 214

Passif	31/12/2016
Banque centrale	-
Dettes envers les établissements de crédits	
Opérations avec la clientèle	
Dettes représentées par un titre	
Autres passifs	374 623
Comptes de régularisation	
Provisions pour risques et charges	
Dettes subordonnées	
Fonds pour risques bancaires généraux	-
Capital souscrit	100 100 000
Primes d'émission	170 199 000
Réserves	
Écart de réévaluation	-
Provisions réglementées - subventions d'investissement	-

Report à nouveau	-
Résultat en instance d'affectation	-
Résultat de l'exercice	-381 409
Total	270 292 214

Hors-Bilan	31/12/2016
Engagements donnés	Sans objet
Engagements de financement	
Engagements de garantie	
Engagements sur titres	
Autres engagements	
Engagements reçus	Sans objet
Engagements de financement	
Engagements de garantie	
Engagements sur titres	
Autres engagements	Sans objet
Engagements douteux	

II. – Compte de résultat

(En euros.)

	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	
Intérêts et charges assimilées	-397
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	
Produits sur opérations de location simple	
Charges sur opérations de location simple	
Revenus des titres à revenu variable	
Commissions (produits)	
Commissions (charges)	-18
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	
Autres produits d'exploitation bancaire	
Autres charges d'exploitation bancaire	
Produit net bancaire	-415
Charges générales d'exploitation	-380 994
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	
Résultat brut d'exploitation bancaire	-381 409
Coût du risque	
Résultat d'exploitation	-381 409
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	
Résultat courant avant impôt	-381 409
Résultat exceptionnel	-
Impôt sur les bénéfices	
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	-
Résultat net	-381 409

III. – Annexes aux comptes sociaux

Note n°1. – Les comptes annuels – Annexe aux comptes sociaux

L'annexe aux comptes annuels de l'exercice 2016 de la Compagnie Financière Holding Rapp 77 a été rédigée avec le souci de compléter et de commenter l'information donnée par le bilan d'un total de 270 292 214 €, et par le compte de résultat qui dégage une perte nette de 381 408,64 €.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2016 sont présentés conformément aux dispositions du règlement 2014-07 du 26 novembre 2014.

Rapp 77 établit des comptes consolidés dans lesquels sa filiale, Orange Bank, est intégrée globalement.

La société a été créée le 23 mars 2016, son exercice est 9 mois et sept jours recouvrant la période du 23 mars 2016 au 31 décembre 2016.

La société n'a pas de personnel rémunéré.

Faits marquants

La société a été créée sous forme de société par actions simplifiée le 23 mars 2016. Elle a été transformée en société anonyme par décision des associés le 7 septembre 2016.

En date du 4 octobre 2016, les actionnaires historiques de Groupama Banque (devenue Orange Bank) Groupama SA et Groupama Gan Vie, ont apporté 100 % de leurs titres Orange Bank Rapp 77. En rémunération de cet apport, Rapp 77 a émis des titres représentant une valeur de 170 000 000 €, dont 35 000 € en capital social et 169 965 000 € en primes d'émission. La CFH (Compagnie Financière Holding) est détenue, après cet apport de titres, à 35 % par le Groupe Groupama et à 65% par Orange Participations.

L'assemblée générale du 4 octobre 2016 a décidé une augmentation de capital de 100 millions d'euros qui a été souscrite et libérée immédiatement par les actionnaires. Elle a souscrit simultanément à une augmentation de capital d'Orange Bank de 100 millions d'euros et libéré les fonds immédiatement.

Principes et méthodes comptables

Les comptes de l'exercice 2016 sont arrêtés en application des principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels, à savoir :

- la continuité de l'exploitation ;
- la permanence des méthodes comptables ;
- l'indépendance des exercices ;
- dans le respect du principe de prudence.

Créances clientèles

Il s'agit d'un compte courant au nom d'Orange.

Charges d'intérêts

Ce sont les intérêts courus sur les créances clientèle.

Commissions

Ce sont les commissions diverses payées aux correspondants bancaires.

Frais Généraux

Ce sont des honoraires de Commissaires aux comptes, de conseil et juridique.

Crédit d'impôts compétitivité et emploi

Sans objet

Titres de participations

Ce sont les titres de la participation Orange Bank détenue à 100 %.

	Capital	Autres éléments des capitaux propres	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
Filiale (détenue à plus de 50 %)				
Orange Bank	220 825 712 €	116 890 544,99 €	100 %	- 21 173 563,24 €
Participation (détenue entre 10 % et 50 %)	-	-	-	-

Renseignements sur les filiales

(En millions d'euros.)	Valeur Comptable Brute	Valeur Comptable Nette	Montants des prêts et avances	Cautions et avals	Dividendes encaissés
Filiale détenue à plus de 50 %	170 M€	170 M€			
Participations détenues entre 10% et 50%					
Autres filiales françaises					
Autres filiales étrangères					
Autres participations françaises					
Autres participations étrangères					

États des créances

	Montant brut	Échéance à moins d'un an	Échéance à plus d'un an
Opérations avec la clientèle	289 103,27	289 103,27	

Autres Passifs

Factures à recevoir : Ce poste regroupe essentiellement les factures à recevoir pour les honoraires de commissariat aux comptes et d'expert intervenu sur l'exercice d'allocation du prix d'acquisition dans le cadre des comptes consolidés et de l'application d'IFRS 3 révisé.

Commissaires aux comptes	156 000 €
Honoraires de conseil	74 623 €
Honoraires juridiques	144 000 €
Total	374 623 €

Composition du capital social

Le capital social s'élève à 100 100 000 euros, composé de 10 010 000 000 actions, chacune avec un nominal de 0,01 €, qui se répartissent ainsi :

— Orange Participations : 6 506 500 000 actions soit 65 %

— Cofintex 17 : 3 503 500 000 actions soit 35 %

État des dettes

Sans objet

Résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices

	2016
Situation financière en fin d'exercice	
Capital social	100 100 000
Nombre d'actions émises	10 010 000 000
Résultat global des opérations effectives	
Chiffres d'affaires hors taxes	-414,79
Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions	-381 408,64
Impôts sur les bénéfices	0
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	-381 408,64
Montants des bénéfices distribués en N	0
Résultat des opérations réduit à une seule action	
Bénéfice après impôts, mais avant amortissement set provisions	0
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	0
Dividende versé à chaque action en N+1	0
Personnel	
Nombre de salariés inscrit à la date de clôture	Sans objet
Montant de la masse salariale	Sans objet
Montant versé aux titres des avantages sociaux	Sans objet

Rapp 77 a été créé le 23 mars 2016. Elle n'a pas d'effectif.

IV. – Affectation du résultat

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, décide d'affecter la perte de l'exercice d'un montant de -381 408,64 € au compte report à nouveau.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

V. – Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif au premier exercice du 23 mars au 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Rapp 77, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. – Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, en particulier en ce qui concerne les titres de participation, et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris-La Défense, le 28 février 2017,

Les Commissaires aux comptes :

KPMG SA
Isabelle Goalec

Ernst & Young Audit
Olivier Drion

B. – Comptes consolidés

I. – Bilan consolidé

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2016	04/10/2016
Caisse, Banques Centrales et comptes ordinaires auprès des établissements de crédit	13 743	6 871
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	248 270	94 192
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	735 426	1 008 992
Actifs financiers au coût amorti	3 857 188	3 314 785
Titres	712 224	711 589
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	948 714	412 155
Prêts et créances sur la clientèle	2 196 250	2 191 041
Instruments dérivés de couverture	0	0
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	13 737	13 696
Participations aux bénéfices différés	0	0
Participations dans les entreprises mises en équivalence	0	0
Immeuble de placements	0	0
Immobilisations corporelles	1 155	1 341
Immobilisations incorporelles (yc écarts d'acquisitions)	16 005	1 796
Actifs d'impôts courants	0	0
Actifs d'impôts différés	17 500	17 800
Comptes de régularisation et actifs divers	142 909	162 976
Actifs non courants destinés à être cédés	0	0
Total	5 045 933	4 622 449

Passif	31/12/2016	04/10/2016
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	68 358	71 012
Passifs financiers au coût amorti	4 449 807	4 053 088
Dettes représentées par un titre	86 510	43 263
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	496 298	579 932
Dettes envers la clientèle	3 866 999	3 429 893
Instruments dérivés de couverture	30 010	28 952
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0	1
Provisions	10 951	107 840
Passifs d'impôts courants	68	68
Passifs d'impôts différés	21 000	21 900
Comptes de régularisation et passifs divers	114 734	169 438
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0	0
Capitaux propres	264 971	170 299
Capitaux propres part du groupe (ou des propriétaires de la société mère)	264 971	170 299
Capital et réserves liées	270 299	170 299
Réserves consolidées	0	0
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-5 328	0
Autres réserves	0	0
Résultat de l'exercice	86 034	-147
Intérêts minoritaires (ou participation ne donnant pas le contrôle)	0	0
Total	5 045 933	4 622 449

II. – Compte de résultat consolidé

(En milliers d'euros.)

	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	18 641
Intérêts et charges assimilées	-10 138
Commissions (Produits)	15 444

Commissions (Charges)	-2 320
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3 300
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	0
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments au coût amorti	-875
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	0
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	0
Produits des autres activités	1 803
Charges des autres activités	-4 420
Produit net bancaire	21 433
Charges générales d'exploitation	-30 501
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-327
Résultat brut d'exploitation	-9 395
Coût du risque	-2 004
Résultat d'exploitation	-11 399
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence	0
Gains ou pertes nets sur autres actifs (yc gains nets sur décomptabilisation d'actifs non financiers)	0
Goodwill négatif comptabilisé en résultat	96 834
Variations de valeur des écarts d'acquisition	0
Résultat avant impôt	85 435
Impôt sur les bénéfices	599
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	0
Résultat net	86 034
Intérêts minoritaires (ou participation ne donnant pas le contrôle)	0
Résultat net - part groupe	86 034

III. – Variation des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Capital	Prime d'émission	Réserves de réévaluation	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Écart de conversion	Capitaux Propres part du Groupe	Intérêts Minoritaires	Capitaux Propres
Situation au 04/10/2016	100	170 199	0	0	0	0	170 299	0	170 299
Distributions de l'exercice							-		-
Variation de périmètre							-		-
Changement de méthode							-		-
Actifs disponibles à la vente			-5 328				-5 328		-5 328
Impôt différé							-		-
Augmentation de capital	100 000						100 000		100 000
Résultat de l'exercice					86 034		86 034		86 034
Total des mouvements de la période	100 000		-5 328		86 034		180 706		180 706
Situation au 31/12/2016	100 100	170 199	-5 328	0	86 034	0	351 005	0	351 005

IV. – Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(En milliers d'euros.)	31/12/2016
Résultat net - A	86 034
Éléments qui seront reclassés [ou recyclables] ultérieurement en résultat net	
Écarts de conversion	
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-5 328
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables en résultat net	
Éléments de la quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments recyclables en résultat net	

Réévaluation des immobilisations	
Réévaluation [ou écarts actuariels] au titre des régimes à prestations définies	
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres (hors titres cédés durant l'exercice)	
Part de réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres, cédés durant l'exercice	
Éléments de la quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence	
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments non recyclables en résultat net	
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - B	-5 328
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres : total A + B	80 706
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	
Dont part du Groupe ou des propriétaires de la société mère	-5 328
Dont part des intérêts minoritaires ou participations ne donnant pas le contrôle	

V. – Tableau des flux de trésorerie

(En euros.)	Variation Trésorerie 2016 *
Résultat opérationnel avant impôts (I)	21 432 849
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	-326 798
Dépréciation des écarts d'acquisition et autres immobilisations **	96 834 413
Dotations nettes aux provisions	-2 004 057
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-
Perte nette / Gain net des activités d'investissement	-
Produits / Charges des activités de financement	-
Autres mouvements	-29 755 759
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements (II)	64 747 799
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-500 750 523
Flux liés aux opérations avec la clientèle	539 340 515
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	10 913 398
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-146 726 270
Impôts versés	-600 000
Diminution/Augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (III)	-97 822 880
Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (I) + (II) +(III) = (IV)	-11 642 232
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-14 023 868
Total flux net de trésorerie généré par l'activité d'investissement (V)	-14 023 868
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	100 000 000
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-5 328 547
Total flux net de trésorerie généré par l'activité de financement (VI)	94 671 453
Effets de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (VII)	-
Augmentation /Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (IV) + (V) + (VI) + (VII)	69 005 353

* L'exercice cours du 4 octobre 2016 au 31 décembre 2016

** passage en compte de résultat de l'écart d'acquisition négatif

VI. – Notes annexes aux comptes consolidés

Note I. – Faits marquants

Cadre Général

1.1. – Présentation juridique

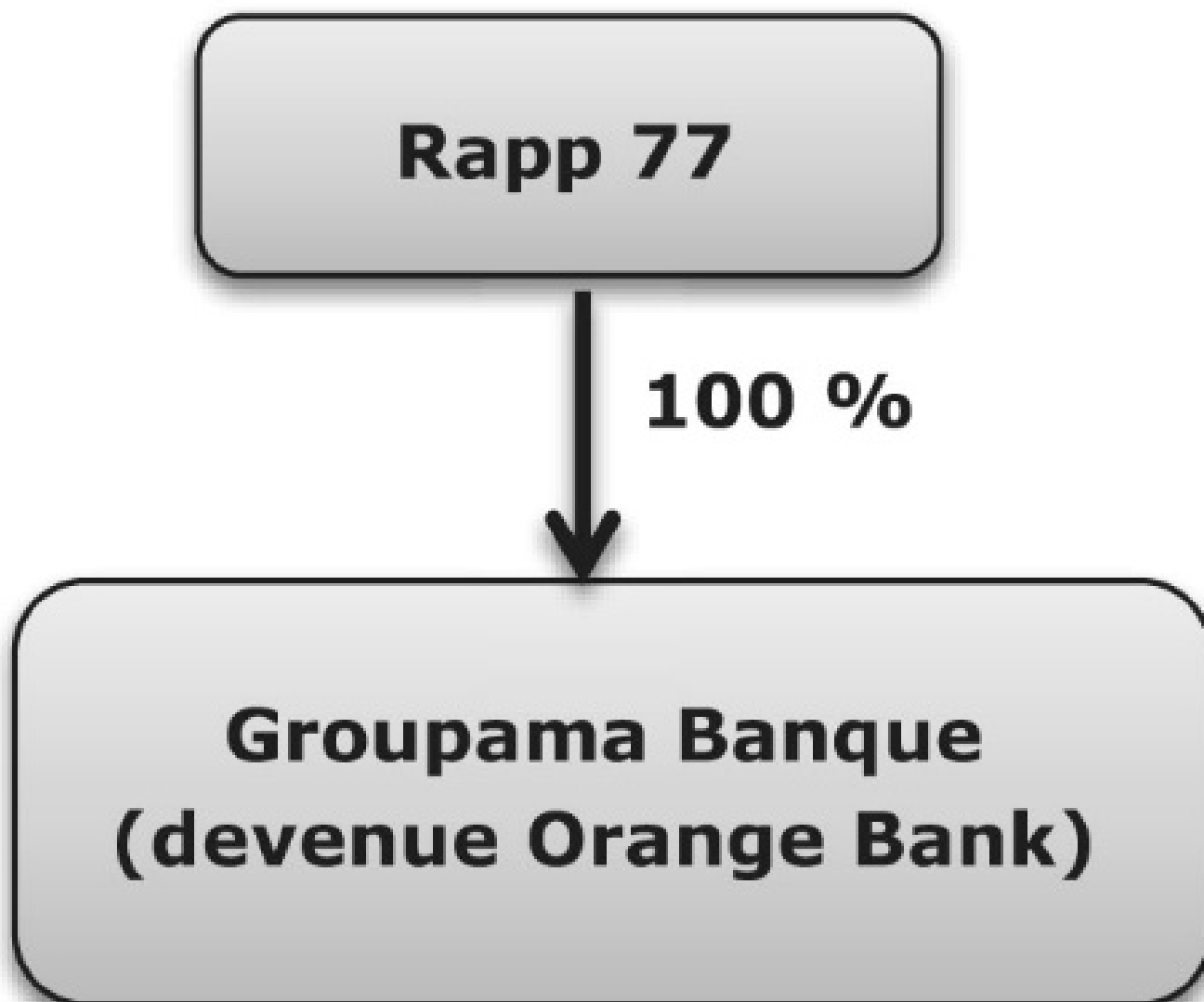
Rapp 77 : Société anonyme non cotée constituée le 23 mars 2016.

Registre du Commerce et de l'industrie : 819 398 660 Paris.

Objet social : À titre principal, la détention de Orange Bank ainsi que toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières.

Numéro SIREN : 819 398 660 00012

Code LEI : 969 500 C5T BPN NE5 K8X 87

1.2. – Organigramme financier simplifié

Orange Participations détient une action.

1.3. – Faits marquants**Prise de participation majoritaire, dans le capital de Groupama Banque (devenue Orange Bank), du Groupe de télécom Orange**

En date du 4 octobre 2016, les actionnaires historiques de Groupama Banque (devenue Orange Bank), Groupama Sa et Groupama Gan Vie, ont apporté 100 % de leurs titres Groupama Banque à la Compagnie Financière Holding (« la CFH ») Rapp 77, pour un montant de 170 millions d'euros. La CFH est détenue, après cet apport de titres, à 35 % par le Groupe Groupama et 65 % par Orange Participations.

A la même date, les nouveaux actionnaires ont souscrit à une augmentation de capital de 100 millions d'euros.

Comptes consolidés

En application de la réglementation l'ensemble Rapp 77 et Orange Bank forme un ensemble consolidé dont le bilan d'ouverture est le 4 octobre 2016 et la première clôture le 31 décembre 2016.

Orange Bank est émetteur de titres de créance négociable, à ce titre il fait appel public à l'épargne, sans pour autant être coté sur un marché réglementé, imposant les normes comptables IFRS pour les comptes consolidés.

Exercice d'allocation du prix d'acquisition d'Orange Bank

Du fait de l'obligation d'établir des comptes consolidés IFRS aux bornes de Rapp 77, la prise de contrôle de Groupama Banque par Rapp 77 induit l'obligation de mener un exercice d'allocation du prix d'acquisition en application d'IFRS 3 révisée.

L'écart d'acquisition correspond à la différence entre le prix d'acquisition des titres d'une société et sa situation nette comptable.

Il apparaît au moment où la société acquise entre pour la première fois dans le périmètre de consolidation d'un groupe.

La norme IFRS 3 révisée demande à ce que cet écart soit affecté aux actifs et aux passifs de la société acquise qu'ils soient ou non enregistrés dans son bilan. L'affectation concerne en général les actifs incorporels (droit au bail, marque, brevet, etc.), les actifs corporels (terrains, constructions, etc.) et les actifs financiers. L'écart non affecté constitue le Goodwill ou le Badwill.

La valeur d'apport des titres Orange Bank, dans les comptes de la CFH Rapp 77 est de 170 millions d'euros. La démarche d'évaluation du prix d'acquisition a porté sur les points suivants :

- L'analyse du plan d'affaires d'acquisition de Groupama Banque seule au regard du prix de 170 millions d'euros.
- L'identification des actifs et passifs, reconnus ou non au bilan de Groupama Banque, pour lesquels des analyses de juste valeur étaient nécessaires.
- L'estimation de la juste valeur des actifs et passifs acquis et identifiés :
 - Actif :
 - portefeuilles de prêts,
 - portefeuilles de titres de la trésorerie.
 - Passif :
 - dépôts banque commerciale et Entreprises du Groupe,
 - passifs de la trésorerie.

— La rationalisation du goodwill/badwill résiduel après prise en compte des ajustements en juste valeur de l'ensemble des actifs et passifs.

Les analyses ont été conduites en fonction d'un seuil de matérialité afin de centrer les travaux sur les éléments potentiellement constitutifs d'enjeux.

Les analyses menées font ressortir un écart d'acquisition négatif dont la détermination peut être détaillée de la façon suivante :

(En millions d'euros.)	09/2016
Fonds propres d'Orange Bank en normes IFRS à la date d'apport (hors ID)	213,6
Valeur d'apport	-170
Écart de première consolidation (badwill)	43,6
Réévaluation d'actifs	
+ Contrats Entreprises du Groupe	4,2
+ Écart d'évaluation Banque Commerciale et EDG	37,5
+ Écart d'évaluation d'actifs Direction de la Trésorerie et des Marchés de Capitaux	84,5
Réévaluation de passifs	
+ Écart d'évaluation sur Opération Clientèle et Dépôts	-65,7
+ Écart d'évaluation passifs DTMC	-3,2
Écart de consolidation ajusté	100,9
+ Impôts différés passif	-21,9
+ Impôts différés actif	17,8
Badwill après allocation	96,8

L'allocation du prix d'acquisition à la juste valeur des actifs acquis et passifs assumés fait apparaître un écart d'acquisition négatif qui se traduit par un profit comptabilisé dans le résultat de la période en application d'IFRS 3R. Cet écart d'acquisition s'explique par une faible rentabilité des fonds propres dont le niveau est déterminé réglementairement à un niveau élevé pour permettre de conduire ce type d'activité. A la date de prise de contrôle, toute insuffisance de rentabilité de l'exploitation ne peut donner lieu à la comptabilisation d'un passif. Cette situation reflète également les caractéristiques actuelles observées sur le marché bancaire : les acquisitions récentes du secteur se sont effectuées généralement à un prix inférieur à la valeur comptable des fonds propres de la cible.

En application de la norme IFRS 3 révisée, ce badwill a été comptabilisé en profit exceptionnel dans les comptes au 31 décembre 2016.

La réévaluation des actifs et des passifs, dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition, donne lieu à un amortissement effectué sur leurs durées d'écoulement, telles que déterminées et suivies par l'ALM. A ce titre, l'amortissement constaté en 2016 correspond à une charge nette de 1,9 million d'euros.

1.4. – Opérations spécifiques

1.4.1. – Montage BMTN « ZEN »

Ce montage fait appel à la négociation de deux contrats : l'émission par Orange Bank d'un BMTN souscrit par Groupama Gan Vie et la conclusion d'un swap répliquant la performance du BMTN avec un établissement de crédit de la place rémunéré trimestriellement à Euribor 3 mois + 150pb.

Le BMTN est un contrat hybride dont les caractéristiques économiques et les risques sur l'instrument dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte.

Les conditions prévues par IAS 39 étant remplies, la Banque a décomposé la dette structurée en une dette au coût amorti (le contrat hôte) et un dérivé incorporé enregistré à la juste valeur. En contrepartie, le swap conclu avec la contrepartie de marché est enregistré à la juste valeur. En pratique, le dérivé incorporé est revalorisé à partir de la juste valeur retenue pour le swap conclu avec la contrepartie de marché et un intérêt couru est enregistré au titre de la dette en appliquant la rémunération de la jambe taux du swap conclu avec la Banque.

L'impact net en résultat s'élève à 16 milliers d'euros au 31 décembre 2016.

1.4.2. – Opérations de couverture

La Banque a souhaité immuniser la marge d'une partie du stock de crédits émis par la mise en place de swaps de couverture. Dans cette perspective, deux ensembles de swaps ont été conclus :

— 3 swaps pour 60 millions d'euros => échéance septembre 2018 ;

— 1 swap de 10 millions d'euros => échéance octobre 2021.

Une relation de couverture de valeur a été identifiée à la mise en place entre les prêts à taux fixe et les dérivés. Le principe de comptabilisation est développé dans le paragraphe « Dérivés comptabilité de couverture ».

Les couvertures de crédits ont fait l'objet d'une nouvelle qualification à l'occasion du PPA en réexaminant le portefeuille de crédits sous-jacent.

Note II. – Principes, méthodes et périmètre de consolidation

2.1. – Note liminaire

Le Compagnie Financière Holding Rapp 77 est une Société Anonyme détenue à 65% par Orange Participations et 35% par Cofintex 17. Cette dernière est détenue à 100 % par le Groupe Groupama. Rapp 77 est une société de droit français dont le siège est situé 78, rue Olivier de Serres - 75015 Paris.

Au titre de ses activités, La Compagnie Financière Holding Rapp 77 est régie par les dispositions du Code de commerce, du Code Monétaire et Financier, les dispositions réglementaires de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et de la Banque de France. Elle est soumise au contrôle de ces instances. Ceux-ci s'exercent principalement au travers des contrôles de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Le capital social s'élève à 100 100 000 €, composé de 10 010 000 000 actions, chacune avec un nominal de 0,01 €, qui se répartissent ainsi :

— Orange Participations : 6 506 500 000 actions soit 65 %

— Cofintex 17 : 3 503 500 000 actions soit 35 %

2.2. – Présentation générale des comptes consolidés

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 8 février 2017.

Les documents de synthèse présentés sont conformes aux textes en vigueur.

Les comptes consolidés sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Les chiffres présentés sont en milliers d'euros sauf mention contraire.

Les méthodes de comptabilisation sont décrites dans la section : « Principes comptables et méthodes d'évaluations retenues ».

2.3. – Principes de consolidation

Notions de contrôle :

Conformément aux normes internationales, toutes les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve que leur apport soit jugé significatif et qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après. Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque l'entité détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou

potentiels d'une entité, sauf si dans des circonstances exceptionnelles, il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle. Le contrôle exclusif existe également lorsque l'entité détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose de la majorité des pouvoirs au sein des organes de direction.

L'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. L'entité est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IAS 27, 28 et 31. Elles résultent de la nature de contrôle exercée par Rapp 77 sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale.

Les sociétés faisant l'objet d'un contrôle exclusif par le Groupe sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le Groupe ne détient pas de société ad hoc.

Périmètre et méthodes de consolidation :

Une entreprise est comprise dans le périmètre de consolidation dès lors que sa consolidation, ou celle du sous-groupe dont elle est la tête, présente, seule ou avec d'autres entreprises en situation d'être consolidées, un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Entreprise consolidante :

L'entreprise consolidante est celle qui contrôle exclusivement ou conjointement d'autres entreprises quelle que soit leur forme ou qui exerce sur elles une influence notable.

Entités contrôlées de manière exclusive :

Les sociétés, quelles que soient leurs structures et faisant l'objet d'un contrôle exclusif par le Groupe, sont consolidées par intégration globale. Ces entités sont consolidées dès qu'elles sont contrôlées. Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Une entité n'est plus consolidée par intégration globale dès lors que le Groupe n'exerce plus de contrôle effectif sur l'entité. L'intégration globale consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- Éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « intérêts minoritaires ».

Entreprises contrôlées de fait :

Rapp 77 n'est pas concernée par ce point.

Entreprises associées :

Rapp 77 n'est pas concernée par ce point.

2.4. – Homogénéité des principes comptables

Les comptes consolidés de Rapp 77 sont présentés d'une façon homogène pour l'ensemble formé par les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation, en tenant compte des caractéristiques propres à la consolidation et des objectifs d'informations financières requis pour les comptes consolidés. Les comptes consolidés sont conformes :

- Aux IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne ;
- Et aux méthodes d'évaluation précisées dans cette section.

Les comptes sociaux des sociétés entrant dans le périmètre du Groupe Rapp 77 sont arrêtés au 31 décembre.

2.5. – Informations relatives aux implantations du Groupe Rapp 77 et des sociétés consolidées

Informations relatives aux implantations dans les États ou territoires non coopératifs

L'article L.511-45 du Code Monétaire et Financier et les dispositions prévues à l'article 1^{er} du décret n° 2014-1659 du 29 décembre 2014 imposent aux établissements de crédit de publier les informations relatives à leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires non coopératifs au sens de l'article 238-0 du Code Général des Impôts.

Le Groupe Rapp 77 ne dispose d'aucune activité dans les États ou territoires non coopératifs au 31 décembre 2016.

Informations relatives au périmètre de consolidation

Pourcentage de contrôle :

— Rapp 77 : société mère ;

— Orange Bank : 100 %.

Ces entités sont consolidées par intégration globale.

Descriptif

Rapp 77

Statut : Compagnie Financière Holding, Société anonyme à Conseil d'administration

Siège : 78, rue Olivier de Serres - 75015 Paris (France)

Activités exercées : À titre principal, la détention de Orange Bank ainsi que toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières.

Effectif moyen : la société n'a pas d'effectif

Orange Bank

Statut : Établissement bancaire, Société anonyme à Conseil d'administration

Siège : 67, rue Robespierre - 93107 Montreuil sous Bois (France)

Activités exercées : banque des particuliers, d'entreprises et de trésorerie, gestion patrimoniale, Banque de Groupe

Effectif moyen : 614 (2016), 600 (2015)

Informations relatives aux implantations

L'article L.511-45 du Code Monétaire et Financier et les dispositions prévues à l'article 1^{er} du décret n° 2014-1659 du 29 décembre 2014 imposent aux établissements de crédit de publier les informations relatives à leurs implantations géographiques agrégées à l'échelle de ces États.

État	Produit net bancaire	Chiffre d'affaires	Effectifs (*)	Bénéfice ou perte avant impôt	Impôts courants	Impôts différés	Subventions publiques reçues
France	21 433	39 159	617	85 435	599	0	n/a
(*) Effectifs en équivalent temps plein au 31/12/2016							

Les données financières sont en milliers d'euros

2.6. – Conversion des comptes des sociétés étrangères

Le Groupe ne comprend pas de société de droit étranger ou dont la comptabilité est tenue en devise « non euro ».

2.7. – Informations sur le montant des honoraires des Commissaires aux comptes

(En milliers d'euros.) (HT)	EY	KPMG
Mission d'audit légal		
Rapp 77	65	65
Orange Bank	141	141
Service autre que la certification des comptes		
Responsabilité Sociale et Environnementale		20
Total	206	226

2.8. – Événements postérieurs au 31 décembre 2016

Le 16 janvier 2017, l'assemblée générale a statué sur le changement de dénomination sociale de Groupama Banque pour Orange Bank.

Note III. – Principes comptables et méthodes d'évaluations retenues

La base de préparation des comptes consolidés 2016 décrite dans les notes ci-après résulte des normes et interprétations applicables de manière obligatoire aux exercices ouverts avant le ou à compter du 1^{er} janvier 2016.

3.1. – Normes et interprétations publiées par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016

Les amendements aux normes et interprétations publiés et applicables à compter du 1^{er} janvier 2016 n'ont pas eu d'impact sur les comptes consolidés du Groupe.

3.2. – Normes et interprétations non appliquées par anticipation pour la préparation des comptes consolidés 2016

De manière générale, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes et interprétations applicables à compter d'un exercice postérieur au 31 décembre 2016 qu'elles soient ou non adoptées par la Commission Européenne.

3.3. – Utilisation de jugement et estimations dans la préparation des états financiers

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- Les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- Les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- La conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- Les modifications de la réglementation et de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- Les instruments financiers évalués à la juste valeur ;
- Les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- Les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et détenus à maturité ;
- Les dépréciations des créances ;
- Les provisions ;
- Les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- Les actifs d'impôts différés.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

3.4. – IFRS 9 et Normes IFRS applicables

Normes IFRS applicables

Textes IFRS applicables de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016

(*) Exercices ouverts à compter de cette date	Date d'application « IASB » (*)	Date d'adoption UE	Date d'application UE (*)
Amendements à IAS 1 - Initiative concernant les informations à fournir	01/01/16	18/12/15	01/01/16
Amendements à IAS 16 et IAS 38 - Éclaircissements sur les modes d'amortissement acceptables	01/01/16	02/12/15	01/01/16
Améliorations annuelles des IFRS 2010-2012	01/07/14	17/12/14	01/02/15
Améliorations annuelles des IFRS 2012-2014	01/01/16	15/12/15	01/01/16
Amendements à IAS 19 - Cotisations des membres du personnel	01/07/14	09/01/15	01/02/15
Amendements à IAS 16 et IAS 41 - Agriculture - Plantes productrices	01/01/16	23/11/15	01/01/16
Amendements à IFRS 11 - Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des entreprises communes	01/01/16	24/11/15	01/01/16
Amendements à IAS 27 - Utilisation de la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers individuels	01/01/16	18/12/15	01/01/16
Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 : Entités d'investissement - Application de l'exception de consolidation	01/01/16	22/09/16	01/01/16

La prise en compte de ces normes n'a pas eu d'incidence significative sur les comptes.

Textes IFRS applicables par anticipation dès 2016

(*) Exercices ouverts à compter de cette date	Date d'application « IASB » (*)	Date d'adoption UE	Date d'application UE (*)
Amendements à IAS 7 : Initiative concernant les informations à fournir (1)	01/01/17	Q4 2016 ?	01/01/17 ?
Amendements à IAS 12 : Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes (1)	01/01/17	Q4 2016 ?	01/01/17 ?
IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients	01/01/18	22/09/16 (2)	01/01/18
IFRS 9 - Instruments financiers	01/01/18	22/11/16	01/01/18
(1) Textes applicables par anticipation à notre avis, en l'absence de dispositions contradictoires dans les normes existantes			
(2) Règlement publié au JO de l'UE du 29/10/16			

IFRS 9 : La nouvelle norme IFRS 9 Financial Instruments, publiée en juillet 2014 et approuvée par l'Union Européenne le 29 novembre 2016, sera d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La norme IFRS 9 a vocation à remplacer la norme IAS 39 qui s'applique aux instruments financiers. Elle comporte trois volets correspondant aux trois phases du projet initial :

— Phase 1 : Classement et évaluation des actifs et passifs financiers ;

— Phase 2 : Dépréciation des actifs financiers ;

— Phase 3 : Comptabilité de couverture (hors macro-couverture).

La mise en œuvre de la phase 2 de cette nouvelle norme présente des impacts opérationnels importants en termes de méthodologie, de données et systèmes, et d'organisation de notre processus d'arrêt de comptes. En élargissant l'assiette de provisionnement à l'ensemble des créances saines, quel que soit leur niveau de détérioration, cette norme pourrait présenter un impact significatif sur le niveau des provisions.

Amendements et interprétation publiés non encore applicables

(*) Exercices ouverts à compter de cette date	Date d'application « IASB » (*)	Date d'adoption UE	Date d'application UE (*)
Amendements à IFRS 2 : Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions	01/01/2018	H2 2017 ?	01/01/18 ?
Amendements à IFRS 4 - Application d'IFRS 9 et d'IFRS 4	01/01/2018	2017	01/01/18 ?
Améliorations annuelles 2014-2016 (1)	01/01/17 ou 01/01/18 (2)	H2 2017 ?	01/01/17 ? 01/01/18 ?
Amendements à IAS 40 - Immeuble de placement (1)	01/01/2018	H2 2017 ?	01/01/18 ?
Interprétation IFRIC 22 - Opérations en devises et paiements d'avance (1)	01/01/2018	H2 2017 ?	01/01/18 ?
(1) Possibilité éventuelle d'application anticipée en cours d'étude			
(2) 01/01/17 pour l'amendement à IFRS 12 et 01/01/18 pour les amendements à IFRS 1 et IAS 28			

Normes et amendements IFRS publiés non encore applicables

(*) Exercices ouverts à compter de cette date	Date d'application « IASB » (*)	Date d'adoption UE	Date d'application UE (*)
IFRS 14 - Comptes de report réglementaires (1)	01/01/16	N/A	N/A
IFRS 16 - Contrats de location	01/01/19	2017 ?	01/01/19 ?
Amendements à IFRS 10 et IAS 28 : Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise	Reportée sans limite (1)	Adoption reportée	Adoption reportée
Amendements à IFRS 15 - Clarification	01/01/18	H1 2017 ?	01/01/18 ?
(1) La Commission Européenne a décidé de ne pas lancer de processus d'adoption de cette norme considérée comme transitoire			

Actif*Actifs corporels*

IAS 16, 36, 38 et 40

Les immobilisations inscrites au bilan du Groupe comprennent les immobilisations corporelles d'exploitation. Les immobilisations d'exploitation sont utilisées à des fins de production de services, ou administratives. Elles incluent les biens autres qu'immobiliers, donnés en location simple. Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements linéaires et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle. Seuls les biens donnés en location sont réputés avoir une valeur résiduelle, la durée d'utilité des immobilisations d'exploitation étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien.

L'approche par composantes n'a pas de caractère significatif.

Durée d'amortissement et mode d'amortissement :

- Agencements : de 5 à 9 ans selon la localisation – Linéaire ;
- Mobiliers de bureau : 10 ans – Linéaire ;
- Matériels de bureau et véhicules : 4 ans – Linéaire.

Immobilisations incorporelles

Les logiciels développés en interne, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes activables directement affectables au projet. Il en est de même des progiciels acquis et demandant un paramétrage.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements linéaires et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle. Seuls les biens donnés en location sont réputés avoir une valeur résiduelle, la durée d'utilité des immobilisations d'exploitation étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien.

L'approche par composantes n'a pas de caractère significatif.

Durée d'amortissement et mode d'amortissement : logiciels acquis = 1 à 5 ans linéaire ou dégressif.

Contrat de location

Conformément à la norme IAS 17, les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location simple, soit en opérations de location financière.

Le Groupe ne détient pas de contrats significatifs.

Trésorerie et comptes à vue auprès de Banques Centrales

Présente les fonds déposés en compte courant auprès des Banques Centrales et assimilé, ainsi que les liquidités en caisse. Ces encours sont valorisés au coût amorti.

Actifs non courants destinés et groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente

Les activités abandonnées incluent à la fois les activités destinées à être cédées, les activités arrêtées, ainsi que les filiales acquises exclusivement dans une perspective de revente. Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « passif inclus dans des groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente ». Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants et groupes d'actifs et de passifs sont évalués au plus bas de leur valeur comptable et de leur juste valeur minorée des coûts de vente. Les actifs concernés cessent d'être amortis.

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

Classement des actifs financiers

Les titres sont classés dans les quatre catégories d'actifs applicables aux titres financiers définis par la norme IAS 39 :

- Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option ;
- Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- Prêts et créances ;
- Actifs financiers disponibles à la vente.

Aucun reclassement n'a été effectué entre les différentes catégories de titres pour l'exercice 2016.

Actifs financiers détenus à des fins de négociation

Selon la norme IAS 39, ce portefeuille comprend les titres dont le classement en actif financier à la juste valeur par résultat résulte d'une réelle intention de transaction.

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage.

La catégorie des « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » comprend les actifs financiers faisant l'objet d'opérations dites de transaction.

Les revenus perçus sur les titres à revenu fixe classés dans cette catégorie sont présentés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Les titres classés dans cette catégorie sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat.

Les instruments financiers cotés sur un marché actif sont évalués à partir de données observées sur les marchés (courtiers, Reuters, Bloomberg, ...).

Les instruments financiers non cotés sur un marché actif sont évalués selon les techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables - actualisation de flux ou revenus futurs sur la base de courbes de taux.

Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Selon la norme IAS 39, ce portefeuille comprend les titres dont le classement en actif financier à la juste valeur par résultat résulte d'une option prise.

La comptabilisation d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, quant à elle, pourra être retenue, sous réserve de répondre aux conditions définies dans la norme, dans les trois cas de figure suivants : pour des instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés, dans une optique de réduction de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupes d'actifs financiers gérés dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Les titres classés dans cette catégorie sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat. L'option juste valeur par résultat est généralement utilisée afin d'éviter de comptabiliser et d'évaluer séparément des dérivés incorporés dans le cas d'instruments hybrides. Le Groupe n'a pas usé de cette option sur l'exercice.

La catégorie des « Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat » comprend les actifs financiers que le Groupe a discrétionnairement choisi de comptabiliser et d'évaluer à la juste valeur par résultat dès l'origine, conformément à l'option offerte par la norme IAS 39.

Les revenus perçus sur les titres à revenu fixe classés dans cette catégorie sont présentés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Les instruments financiers cotés sur un marché actif sont évalués à partir de données observées sur les marchés (courtiers, Reuters, Bloomberg, ...).

Les instruments financiers non cotés sur un marché actif sont évalués selon les techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables - actualisation de flux ou revenus futurs sur la base de courbes de taux.

Placements détenus jusqu'à l'échéance (IAS39)

La catégorie des « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » comprend les titres à revenu fixe ou déterminable, à échéance fixe, que le Groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à leur échéance.

Les titres classés dans cette catégorie sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes correspondant à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres ainsi que les frais d'acquisition des titres s'ils sont significatifs. Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Des dépréciations sont constituées sur les titres dès lors qu'il existe une indication objective de l'existence d'un événement survenu postérieurement à l'acquisition du titre susceptible de générer une perte mesurable du fait du risque de contrepartie. La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'origine de la créance, des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties, ...). Les modifications de valeur ainsi dépréciées sont enregistrées en compte de résultat, dans la rubrique coût du risque. Lorsque ces modifications de valeur sont positives, traduisant une appréciation du risque, elles sont reprises en compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Les dépréciations sont présentées en déduction de l'actif.

Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » est définie par la norme IAS 39 comme la catégorie par défaut ou par désignation.

La catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente » comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne relèvent pas des deux catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont évalués à leur juste valeur en date d'arrêté et les variations de celle-ci, hors revenus courus, présentées sous une rubrique spécifique des capitaux propres. Lors de la cession, ces gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ».

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres classés en « Actifs financiers disponibles à la vente » sont portées au compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » de même que les dépréciations éventuelles opérées sur les titres à revenu variable.

Les revenus comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur les titres à revenu fixe de cette catégorie sont présentés dans l'agrégat « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat. Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont présentés dans l'agrégat « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ».

Les dépréciations durables attachées aux titres disponibles à la vente sont enregistrées en coût du risque quand il s'agit de titres à revenus fixes, mais elles sont comptabilisées en « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » quand il s'agit de titres à revenus variables.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur juste valeur ou son équivalent, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et qui doit comprendre les coûts d'origination directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues, analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt.

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit, calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les commissions perçues sur des engagements de financement préalables à la mise en place d'un crédit sont différées, puis intégrées à la valeur du crédit lors de son attribution.

Les commissions perçues sur des engagements de financement dont la probabilité qu'ils donnent lieu au tirage d'un prêt est faible, ou dont les utilisations sont aléatoires dans le temps et dans leur montant, sont étalées linéairement sur la durée de l'engagement.

Compte tenu du caractère non significatif des montants, aucun retraitement n'est effectué à ce titre.

Actifs donnant lieu à renégociation (hors renégociation pour difficultés financières) : les actifs renégociés donnent lieu à la mise en place de nouveaux dossiers en lieu et place des existants. Aucune décote n'est comptabilisée. Le TIE est recalculé en tenant compte du nouveau taux et des frais de négociation. Ceci n'est fait que si cet exercice a un impact significatif.

En cas de rachat de portefeuille de prêts les actifs sont comptabilisés à leur valeur nominale. La différence, éventuelle, entre la valeur nominale et la valeur de rachat donne lieu à la comptabilisation d'un compte correcteur d'actif. L'application de cette méthode de comptabilisation conditionne le bon calcul des intérêts courus.

Date et critères de comptabilisation

Les titres classés dans les quatre catégories ci-dessus sont inscrits au bilan à la date à laquelle est conclue la transaction et y sont maintenus jusqu'à extinction des droits du Groupe à recevoir les flux qui leur sont attachés ou jusqu'à ce que le Groupe ait transféré substantiellement tous les risques et avantages qui leur sont liés.

Les prêts et créances (hors titres) sont comptabilisés au bilan en date de règlement.

Dépréciation des actifs financiers

Conformément à la norme IAS 39, les créances affectées en « Prêts et créances » sont dépréciées lorsqu'elles présentent un ou plusieurs indices de dépréciation intervenus après la réalisation de ces créances. Les créances ainsi identifiées font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle ou sur base collective. Les pertes prévisibles sont ainsi appréhendées à travers l'enregistrement de dépréciations, égales à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine, ou sous forme de décotes sur prêts restructurés pour cause de défaillance du client.

Les titres classés en « Actifs financiers disponibles à la vente » ou en « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » sont dépréciés, par contrepartie du compte de résultat lorsque existe une indication objective de dépréciation durable résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition. En particulier, concernant les titres à revenu variable cotés sur un marché actif, une baisse prolongée ou significative du cours en deçà de son coût d'acquisition constitue une indication objective de dépréciation.

Une dépréciation constituée sur un titre à revenu fixe peut être reprise en compte de résultat lorsque la juste valeur du titre s'est à nouveau appréciée du fait d'une cause objective intervenue postérieurement à la dernière dépréciation.

Constituent un indice de dépréciation, une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou la dégradation significative du risque de crédit pour les titres de dette.

Dépréciations sur prêts et créances, provisions sur engagements de financement et de garantie

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'origine de la créance, des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties...). Les modifications de valeur des prêts ainsi dépréciés sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ». Lorsque ces modifications de valeur sont positives, traduisant une amélioration ultérieure du risque, elles sont reprises dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ». À compter de la dépréciation de l'actif, la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat enregistre la rémunération théorique de la valeur nette comptable de l'actif calculée au taux d'intérêt effectif d'origine utilisé pour actualiser les flux jugés recouvrables.

Des dépréciations sont constituées sur les crédits lorsqu'il existe une indication objective de l'existence d'un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt susceptible de générer une perte mesurable.

De telles modifications de valeurs sont enregistrées dans la rubrique « Coût du risque ».

Les contreparties non dépréciées individuellement font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes. Cette analyse permet d'identifier des groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de

défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur (impayés, connaissances de difficultés financières, ...) sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement.

Une provision collective sur les encours sains est déterminée par marché. Le stock de provisions à l'actif s'élève à 3,739 millions d'euros. Les méthodes utilisées sont précisées dans la Note IV bis – Annexe Risques - §3 – Risque de crédit.

Restructuration des actifs classés dans la catégorie « Prêts et créances »

Une restructuration pour cause de difficultés financières de l'emprunteur d'un actif classé dans la catégorie « Prêts et créances » se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le Groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, et telle qu'il en résulte une moindre obligation du client, mesurée en valeur actuelle, à l'égard du Groupe par rapport aux termes et conditions de la transaction avant restructuration. Au moment de la restructuration, l'actif restructuré fait l'objet d'une décote pour amener sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus.

La modification à la baisse de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ». Lorsque la restructuration consiste en un échange partiel ou total contre d'autres actifs substantiellement différents, elle se traduit par l'extinction de la créance et par la comptabilisation des actifs remis en échange, évalués à leur valeur de marché à la date de l'échange. L'écart de valeur constaté lors de cet échange est enregistré dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Les encours de crédits restructurés ne présentent pas de caractère significatif.

Reclassements d'actifs financiers

L'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union Européenne en octobre 2008 permet d'opérer les reclassements suivants :

— Des catégories « Actifs financiers détenus à des fins de transaction » et « Actifs financiers disponibles à la vente » vers la catégorie « Prêts et créances », si l'entité a désormais l'intention et la capacité de conserver l'actif financier concerné dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance et si les critères d'éligibilité à cette catégorie sont respectés à la date de transfert (notamment actif financier non coté sur marché actif) ;

— Dans le cas de circonstances rares et documentées, de la catégorie « Actifs financiers détenus à des fins de transaction » vers les catégories « Actifs financiers disponibles à la vente » ou « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance », si les critères d'éligibilité sont respectés à la date de transfert pour chacun des deux postes.

La juste valeur à la date de reclassement devient le nouveau coût ou le nouveau coût amorti, selon le cas, de l'actif financier reclassé.

Aucun reclassement relevant de cet amendement n'a été opéré pendant l'exercice.

Juste valeur des instruments financiers au coût amorti

Conformément à IFRS7.25, il convient d'indiquer la juste valeur de cette catégorie d'actifs et de passifs de manière à permettre la comparaison avec sa valeur comptable.

Aucune information sur la juste valeur n'est imposée :

— Lorsque la valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur, par exemple, pour des instruments financiers tels que les créances clients et les dettes fournisseurs à court terme ;

— Dans le cas de placements en instruments de capitaux propres pour lesquels on ne dispose pas de prix cotés sur un marché actif, ou en dérivés liés à ces instruments de capitaux propres, qui sont évalués au coût conformément à IAS 39 parce que leur juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable ; ou

— Dans le cas d'un contrat contenant un élément de participation discrétionnaire (tel que décrit dans IFRS 4), si la juste valeur de cet élément ne peut être évaluée de façon fiable.

Pour les actifs dont la durée initiale est inférieure ou égale à un an, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur comptable nette de dépréciations. S'agissant des prêts, créances et emprunts interbancaires, la juste valeur est calculée, en l'absence de marché actif de ces prêts, en actualisant les flux de trésorerie attendus à un taux d'actualisation basé sur les taux d'intérêt du marché (taux actuariel de référence publié par la Banque de France et taux zéro coupon) en vigueur à la clôture pour des prêts ayant sensiblement les mêmes modalités et les mêmes maturités.

Cette information est présentée dans la note XI – Juste valeur des instruments financiers au coût amorti.

Passif (selon IAS 37 et 19)

Passifs financiers détenus à des fins de négociation

Selon la norme IAS 39, ce portefeuille comprend les passifs dont le classement en passif financier à la juste valeur par résultat résulte d'une réelle intention de transaction.

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature sont des passifs, ou des instruments dérivés, générés par l'entreprise principalement qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage.

Les instruments financiers cotés sur un marché actif sont évalués à partir de données observées sur les marchés (courtiers, Reuters, Bloomberg, ...).

Les instruments financiers non cotés sur un marché actif sont évalués selon les techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables - actualisation de flux ou revenus futurs sur la base de courbes de taux.

Les dérivés détenus à des fins de transaction sont comptabilisés au bilan dans le poste « Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la juste valeur est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative. Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains et pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat

La comptabilisation de passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, quant à elle, pourra être retenue, sous réserve de répondre aux conditions définies dans la norme, dans les trois cas de figure suivants : pour des instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés, dans une optique de réduction de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupes d'actifs financiers gérés dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Les instruments financiers cotés sur un marché actif sont évalués à partir de données observées sur les marchés (courtiers, Reuters, Bloomberg, ...).

Les instruments financiers non cotés sur un marché actif sont évalués selon les techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables - actualisation de flux ou revenus futurs sur la base de courbes de taux.

Ce poste comprend essentiellement le BMTN du montage Zen.

Passif au coût amorti

Le portefeuille comprend les dépôts de la clientèle y compris l'épargne et les émissions.

L'épargne déposée par la clientèle des particuliers ne donne pas lieu à ajustement à l'exception des comptes à taux progressifs.

Les comptes à taux progressif doivent être assimilés à des comptes à terme dont le taux de rémunération progresse chaque année et sans pénalité de sortie anticipée. Il convient :

- De classer les comptes à taux progressifs en « Dettes à terme envers la clientèle » ;
- D'évaluer et comptabiliser des comptes à taux progressifs au TIE, qui correspond au taux moyen de rémunération attendu.

Compte tenu de l'ouverture de nouveaux comptes à taux progressifs en cours d'année, il convient de fonder les calculs précisés ci-dessus sur les encours moyens de la période et non sur les encours de fin de période.

Au 31 décembre 2016, l'impact en compte de résultat s'élève à +0,01 million d'euros.

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour l'émetteur de délivrer du numéraire ou un actif financier au détenteur des titres.

Les dettes émises représentées par un titre sont enregistrées à l'origine à leur valeur d'émission comprenant les frais de transaction, puis sont évaluées à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Provisions

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux engagements clientèles, aux engagements sociaux et aux contrats d'assurance, concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, pour amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif. Le taux d'actualisation est le taux à terme sans risque (Courbe OAT). Il est constant durant toute la vie de la provision.

Dérivés de couverture

Lors de la mise en place de la relation de couverture, il est établi une documentation formalisée : désignation de l'instrument ou de la portion d'instrument ou de risque couvert, produit couvert, désignation de l'instrument de couverture, modalités d'évaluation de l'efficacité de la relation de couverture. Conformément à cette documentation, le Groupe évalue, lors de sa mise en place et au minimum semestriellement, l'efficacité rétrospective et prospective des relations de couverture mises en place. Les tests d'efficacité rétrospectifs ont pour but de s'assurer que le rapport entre les variations effectives de valeur ou de résultat des dérivés de couverture et celles des instruments couverts se situe entre 80 % et 125 %. Les tests prospectifs ont pour but de s'assurer que les variations de valeur ou de résultat des dérivés attendues sur la durée de vie résiduelle de la couverture compensent de manière adéquate celles des instruments couverts.

En application de la norme IAS 39 adoptée par l'Union Européenne (excluant certaines dispositions concernant la comptabilité de couverture d'un portefeuille), des relations de couverture de valeur du risque de taux d'intérêt sur base de portefeuille d'actifs ou de passifs sont utilisées.

Dans ce cadre :

- Le risque désigné comme étant couvert est le risque de taux d'intérêt associé à la composante de taux incluse dans le taux des opérations commerciales de crédits à la clientèle ;
- Les instruments de couverture sont uniquement des swaps de taux simples ;

— L'efficacité des couvertures est assurée prospectivement par le fait que tous les dérivés doivent avoir à la date de leur mise en place pour effet de réduire le risque de taux d'intérêt du portefeuille de sous-jacents couverts. Rétrospectivement, ces couvertures doivent être déqualifiées lorsque les sous-jacents qui leur sont spécifiquement associés sur chaque bande de maturité deviennent insuffisants (du fait des remboursements anticipés des prêts).

Les principes de comptabilisation des dérivés et des instruments couverts dépendent de la stratégie de couverture.

Dans le cas d'une relation de couverture de valeur, les dérivés sont réévalués au bilan à leur valeur de marché par contrepartie du compte de résultat, symétriquement à la réévaluation des instruments couverts pour le risque considéré.

Au bilan, la réévaluation de la composante couverte est comptabilisée soit conformément à la classification de l'instrument couvert dans le cas d'une relation de couverture d'actifs ou de passifs identifiés, soit dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » dans le cas d'une relation de couverture de portefeuille. Les dérivés de couverture sont comptabilisés au bilan parmi les instruments dérivés de couverture.

Quelle que soit la stratégie de couverture retenue, l'inefficacité significative de la couverture est comptabilisée au compte de résultat en « Gains et pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

Il n'y a pas d'inefficacité significative constatée au 31 décembre 2016.

Dérivés incorporés

Les dérivés incorporés à des instruments financiers composés sont extraits de la valeur de l'instrument qui les recèlent et comptabilisés séparément en tant qu'instrument dérivé lorsque l'instrument composé n'est pas comptabilisé dans le poste « Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat » et lorsque les caractéristiques économiques et les risques de l'instrument dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte.

Détermination de la juste valeur

Les actifs et passifs financiers de la catégorie « Juste valeur par résultat » et les actifs de la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur. Celle-ci correspond au montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale. Lors de sa comptabilisation initiale, la valeur d'un instrument financier est normalement le prix de négociation (c'est à dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue).

L'impact de l'évolution du risque de crédit relatif aux titres non cotés acquis ou émis n'est pas pris en compte si l'impact est non significatif.

Le Groupe détermine la valeur de marché des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation. Ces techniques de valorisation sont principalement des approches par le marché ou par le résultat, regroupant des modèles communément admis (méthode d'actualisation des cash flows futurs, modèle de Black & Scholes, techniques d'interpolation). Elles maximisent l'utilisation de données observables et minimisent celle de données non observables.

Les actifs et passifs évalués ou présentés à la valeur de marché sont répartis selon la hiérarchie suivante :

— Niveau 1 : les valeurs de marché sont déterminées en utilisant directement les prix cotés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les caractéristiques d'un marché actif incluent l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix ;

— Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés, directement ou indirectement. Ces techniques sont régulièrement calibrées et les paramètres corroborés par des données provenant de marchés actifs ;

— Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché, par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif. Un paramètre non observable est une donnée pour laquelle aucune information de marché n'est disponible. Il provient donc d'hypothèses internes sur les données qui seraient utilisées par les autres participants de marché. L'évaluation de l'absence de liquidité ou l'identification d'un risque de modèle suppose l'exercice du jugement.

Le classement d'un actif ou d'un passif dans la hiérarchie dépend du niveau du paramètre le plus significatif au regard de la valeur de marché de l'instrument.

Juste valeur des instruments financiers au coût amorti

En application de la norme IFRS 7.25, la note XI – Juste valeur des instruments financiers au coût amorti présente une telle information.

La juste valeur des dettes est présumée correspondre, en l'absence de marché actif de ces dettes, à la valeur des flux futurs actualisée aux taux de marché en vigueur à la date de clôture.

Dès lors que la dette est représentée par un instrument coté, sa juste valeur est égale à son cours de marché. Pour les dettes dont la durée initiale est inférieure ou égale à un an, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur comptable. De la même manière, au vue du caractère non significatif, la juste valeur individuelle des comptes à vue est égale à leur valeur comptable.

Réserves consolidées

Réserves accumulées par les sociétés depuis leur entrée dans le périmètre de consolidation.

Réserves de réévaluation

Résultat latent sur portefeuille « Titres disponibles à la vente » en stock, après déduction des impôts différés au taux en vigueur en France. Les résultats latents sur les titres cédés dans l'exercice comptable sont retraités dans le résultat consolidé.

Compte de résultat*Avantages liés au personnel (IAS 19)*

Les avantages consentis au personnel du Groupe sont classés en trois catégories :

Avantages à court terme

L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément aux principes généralement admis, le Groupe distingue les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies. Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies » ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies » sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement. Le Groupe n'est pas concerné par ce type d'engagement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si le Groupe est tenu ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par le Groupe.

Avantages à long terme

Il s'agit des avantages, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de carrière, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants.

La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, mais les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement et aucun corridor n'est appliqué. En outre, l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime considérées comme afférant à des services passés est comptabilisé immédiatement.

Impôts courants & impôts différés

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le bénéfice comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés. Celle-ci définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par l'administration fiscale.

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe – le territoire français en l'espèce - sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Un actif d'impôt différé est constaté pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférant aux gains et pertes latents sur les actifs disponibles à la vente pour lesquels les impôts différés correspondants sont imputés sur les capitaux propres.

Prêts et créances irrécouvrables passés en pertes

Les prêts et créances, dont toutes les voies de recouvrement ont été épuisées, sont constatés en perte en « Coût du risque ». Symétriquement les provisions affectées sont reprises aussi en « Coût du risque ».

Valorisation

La détermination des justes valeurs est faite :

— À partir des cours de bourses, lorsque ceux-ci sont disponibles, fiabilisés par l'opinion du front-office ;

— Des modèles internes communément admis si aucune cotation fiable n'est disponible. Ces modèles sont alimentés, dans la mesure du possible, par des données de marché.

Une validation est opérée par le département des risques de marché.

Note IV. – Autres informations

Tableau des flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales, ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux immeubles de placement, aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations, hors immeubles de placement et immeubles donnés en location simple.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

Engagements de hors-bilan

Dans le cadre d'un contrat de mutualisation de trésorerie entre 6 sociétés du Groupe Groupama, Orange Bank a accordé un engagement de découvert de 320 millions d'euros.

Cet engagement est interne à la gestion du pool de trésorerie. Celui-ci doit contractuellement présenter à tout instant un solde positif. L'apparition d'un éventuel découvert entraîne le blocage des flux jusqu'à retour à la normale. La prise en compte de cet engagement a été effectuée à la demande de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, afin de le prendre en compte dans le calcul du ratio de liquidité.

Rémunération des Directeurs généraux (IAS 24.16)

Sont concernés par l'information précisée ci-dessous :

— Jean-Bernard Mateu : Directeur général ;

— Michel Lungart : Directeur général délégué.

Rémunération des Directeurs Généraux de Rapp 77 : les Directeurs généraux ne font l'objet d'aucune rémunération de la part de Rapp 77.

Options de souscriptions ou d'achat d'action : Néant

Historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'action : Néant

Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme : Néant

Les contrats de travail des Directeurs généraux ne prévoient aucune indemnité particulière en matière de départ à la retraite.

Rémunérations allouées aux membres du Comité de direction

Il n'y a pas de comité de direction dans la Compagnie financière Holding Rapp 77.

Note IV bis. – Annexe risques

1. – Stratégie de gestion du risque

Les activités de Orange Bank l'exposent à l'ensemble des risques définis par l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la Banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'ACPR :

— Risque de crédit : risque de perte encouru en cas de défaillance d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même bénéficiaire ;

— Risque de marché : risque de perte dû aux variations de prix des produits de marché ;

— Risque opérationnel : risque résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs y compris d'événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort risque de perte. Le risque opérationnel inclut les risques de fraude interne et externe ;

— Risque de taux : risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors-bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché ;

— Risque de liquidité : risque pour l'entreprise assujettie de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché ;

— Risque d'intermédiation sur les prestataires de service d'investissement : risque de défaillance d'un donneur d'ordres ou d'une contrepartie à l'occasion d'une transaction sur instruments financiers dans laquelle l'entreprise assujettie apporte sa garantie de bonne fin.

La taille de la Banque et son profil de risque modéré ont conduit au choix des méthodes standards s'agissant de l'application du règlement n° 575/2013 du Parlement européen et du conseil du 26 juin 2013.

Orange Bank n'intervient pas sur des produits complexes. Pour les opérations de marché, la stratégie définit, d'une part, les limites mises en œuvre et contrôlées et, d'autre part, la qualité des signatures autorisées. Par ailleurs, la Banque a défini et teste régulièrement son dispositif de continuité d'activité. Elle a mené une action aussi complète que possible d'identification et de cotation de ses risques opérationnels, dont elle suit également les occurrences.

Globalement, la politique de risque de Orange Bank s'inscrit dans les choix stratégiques de développement de ses actionnaires et de leur appétence aux risques. Dans le respect de la réglementation, et notamment des titres IV et V de l'arrêté du 3 novembre 2014, le Comité exécutif de la Banque fixe, sur proposition de la direction des risques, la politique de risque de l'établissement notamment en matière de sélection des clients et des risques, de modalités et de règles d'octroi des crédits et de schéma délégataire.

La direction des risques procède, par ailleurs, à l'analyse et à la surveillance des risques, effectue les contrôles nécessaires et les reportings dans plusieurs comités : Comité des crédits, Comité des risques et des contrôles, Comité ALM, taux clients et risques de marché et Comité de direction.

Elle préconise les ajustements de politique en fonction de son appréhension de l'ensemble des risques de la Banque et de l'évolution de l'environnement économique et réglementaire.

2. – Évaluation des fonds propres nécessaires pour couvrir le risque de crédit

Dans le cadre du Pilier 2, Orange Bank a adopté historiquement une approche d'appréhension de ses risques adaptée à son modèle d'activité (gouvernance, fixation de limites, ...) dans le cadre de la méthode standard en ce qui concerne l'exigence en capital au titre du règlement n° 575/2013 du Parlement européen et du conseil du 26 juin 2013.

Il a été estimé, en cohérence avec les dispositions réglementaires, que les calculs réglementaires étaient ainsi une bonne estimation, voire un majorant, quant au besoin de fonds propres à mettre en face des risques de la Banque, sachant que, d'une part, les organes exécutifs et délibérants se sont fixés un ratio de solvabilité sur base consolidée de 10 % minimum confirmé par lettre de l'ACPR du 31 décembre 2013 en application du règlement n° 575/2013 du Parlement européen et du conseil du 26 juin 2013 et que, d'autre part, la Banque adopte une politique prudente en matière de provisionnement, et a notamment commencé à mettre en place en 2011 un provisionnement collectif sur une partie des encours sains.

L'allocation des fonds propres de la Banque, fondée sur la consommation réglementaire, est ainsi déterminée en fonction des perspectives de développement des activités dans le cadre de la planification stratégique opérationnelle (PSO), établie par toutes les entités de Groupama et mise à jour annuellement.

Après prise en compte de la consommation réglementaire prévisionnelle au titre des activités de crédit et au titre du risque opérationnel généré par l'ensemble des activités, Orange Bank alloue une partie des fonds propres résiduels aux activités de marché.

Le directeur de la trésorerie et des marchés de capitaux est responsable de la répartition de cet équivalent risque entre les différents portefeuilles - investissement, placement, négociation - suivant les règles de pondération standard définies par le règlement n° 575/2013 du Parlement européen et du conseil du 26 juin 2013, dans le respect des limites accordées et avec les restrictions suivantes : les contreparties bancaires et États souverains doivent être notés a minima BBB et les Corporates doivent être notés a minima BBB-.

Les facteurs réducteurs de risques sont, soit des nantissements de titres d'États européens en garantie de découvert des entreprises du Groupe, soit des garanties bancaires. Orange Bank ne pratique pas la compensation.

Modalités de contrôle

Régulièrement, les encours pondérés sont calculés et communiqués au Comité ALM, des taux clients et des risques de marché, et au Comité de direction. Si les besoins sont supérieurs à l'allocation prévisionnelle définie, le Comité de direction revoit l'allocation en fonction des encours déjà existants des autres métiers.

Niveau de capital interne et simulations de crise

Des scénarios de crise sont simulés périodiquement dans les différentes catégories de risque : opérationnel, crédit, liquidité, taux, marché. Les résultats sont présentés en Comité des risques et des contrôles pour les risques opérationnels, en Comité des crédits pour les risques de crédit et en Comité ALM, des taux clients et des risques de marché pour les risques de marché, liquidité et taux. L'ensemble de ces scénarios est repris dans le tableau de bord des risques financiers présenté au Comité exécutif, dans des comités spécialisés et au Comité d'audit des risques et des rémunérations.

3. – Risque de crédit

Le dispositif global de maîtrise et de gestion des risques de crédit est sous la responsabilité du service risques de crédit chargé de procéder à l'analyse et à la surveillance des risques, d'effectuer les contrôles nécessaires et les reportings à destination du Comité des crédits et du Comité exécutif, et de préconiser les ajustements de règles en fonction de son appréhension des risques de contrepartie de la Banque et de l'évolution de l'environnement économique et réglementaire.

Dispositif de sélection des opérations

Ce dispositif, validé par le Comité exécutif de la Banque, est décrit dans une instruction permanente « politique de risque de crédit » qui reprend par type de clientèle l'offre proposée, les modalités de sélection des clients et les règles d'octroi des crédits.

Éléments d'analyse de l'évolution des marges

La marge d'intermédiation des marchés de la Banque donne lieu à un suivi mensuel communiqué mensuellement aux membres du Comité exécutif.

Définition des limites

L'octroi de crédits ou l'engagement pris vis-à-vis d'une contrepartie (caution par exemple), matérialisé par une autorisation, ne peut s'envisager qu'à l'intérieur de limites et en suivant des règles de diversification des risques.

Plusieurs types de limites sont ainsi définis :

- Les limites individuelles en montant par type de contreparties : ces limites individuelles par contrepartie (ou client) s'apprécient au sens de « groupe client » (une maison mère et ses filiales seront ainsi considérées comme un seul « groupe client ») ;
- Les limites de montants par type de clientèle et produits : ces limites s'apprécient en agréant l'ensemble des engagements sur un même type de client et pour un même type de produits (par exemple tous les engagements de bilan sur les « professionnels et entreprises ») ;
- Les limites spécifiques pour les entités du Groupe Groupama (Groupama SA, ses filiales et les OPCVM consolidés par le Groupe, les OPCVM non consolidés par le Groupe et entités liées).

Ces limites sont révisées à minima annuellement et plus souvent si nécessaire. Elles sont examinées par le Comité des crédits, soumises à la décision du Comité de direction et validées par le Conseil d'Administration au moins une fois par an. Elles sont fixées en montant brut, c'est-à-dire sans tenir compte des garanties fournies par la contrepartie. Elles peuvent être revues à tout moment si les circonstances le justifient, principalement une modification de la stratégie de la Banque définissant une nouvelle allocation des encours par type de clientèle.

Par ailleurs, la Banque s'assure du respect des limites réglementaires des grands risques fixées dans la quatrième partie du règlement 575/2013 du parlement européen et du conseil du 26 juin 2013.

L'atténuation du risque de crédit

La politique de risque de crédit définit, par type de crédit et par type de clientèle, la nature et le niveau des garanties à constituer, afin de réduire le risque.

Les garanties et sûretés sont prises en compte pour leur valeur économique. La capacité de l'emprunteur devant être avant tout constituée par ses flux de revenus, ces garanties et sûretés ne sont acceptées en tant que source principale de remboursement qu'exceptionnellement. Les garants sont soumis aux mêmes exigences de solvabilité et d'analyse de risques que les débiteurs primaires.

Pour les crédits garantis, les contrats d'assurance-vie, comptes titres ou biens immobiliers des principales expositions de chaque marché, font l'objet d'une valorisation à minima annuellement afin de déterminer, le cas échéant, les besoins complémentaires de couverture.

Surveillance et maîtrise des risques de crédit

Dans le cadre de la surveillance des risques de crédits le Comité des crédits, dans sa partie « suivi du risque de crédit », se réunit chaque trimestre afin :

- D'effectuer le suivi des encours, des limites, des garanties ;
- De procéder à la revue des engagements importants en procédant à une analyse approfondie à minima annuellement ;
- De prendre connaissance de l'analyse de la charge et du coût du risque trimestriel ;
- D'examiner les constats et recommandations de la direction des risques suite à l'analyse de la charge et du coût du risque.

Le Comité des engagements sensibles et des provisions, se réunit chaque trimestre afin :

- De procéder à la revue de tous les engagements sensibles ;
- D'examiner les dossiers douteux et de décider éventuellement du passage en contentieux et du niveau de provisionnement ;
- De mettre à jour périodiquement le taux de provisionnement des dossiers pour les particuliers de la banque de détail ;
- De déterminer l'assiette et le montant de la provision collective.

Déclassement et provisionnement des créances douteuses et provisions sur encours sains dégradés

Les encours sont qualifiés de douteux quand :

- L'âge du 1^{er} impayé est supérieur à 90 jours pour les crédits consommation, les crédits d'équipement et de trésorerie, y compris pour les crédits aux collectivités locales ;
- Le solde du compte est en dépassement de son autorisation depuis plus de 90 jours ;
- Le nombre d'échéances impayées est supérieur à 6 pour les crédits immobiliers.

Les encours ayant un caractère contentieux (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, ...) sont déclassés en douteux.

Les encours sont qualifiés de douteux compromis lorsque la déchéance du terme est prononcée et au plus tard un an après leur classification en encours douteux.

Le calcul du taux de dépréciation au titre du risque de crédit avéré est effectué deux fois par an pour les crédits à la consommation et les comptes à vue de la banque de détail. Pour les autres concours, les dossiers sont revus trimestriellement en Comité des engagements sensibles et provisions, pour un ajustement du niveau de provisions au risque avéré.

Une provision collective sur les encours sains est déterminée par marché. Les méthodes utilisées sont différentes selon les marchés et la nature des concours accordés. Ainsi,

— Pour les crédits à la consommation, l'assiette correspond aux encours ayant présenté ou présentant plus de un impayé, non douteux, et aux clients en plan de surendettement ;

— Pour les comptes à vue de la banque de détail, elle correspond aux débits entre 30 et 90 jours, non douteux ;

— Pour les professionnels et entreprises, l'assiette est constituée des encours validés de la watch-list considérés comme encours « dégradés », déduction faite des garanties réelles.

Les taux de provisions appliqués à ces encours correspondent, soit à une observation du taux de pertes, soit à un forfait.

4. – Risque de concentration

La politique de risque de crédit de la Banque définit des montants maximaux par type de clientèle.

Au 31 décembre 2016, le montant de l'engagement le plus élevé par type de clientèle est le suivant :

- Particuliers : 1 million d'euros ;
- Banque privée : 18,8 millions d'euros ;
- Professionnels : 3,58 millions d'euros ;
- Entreprises : 32,8 millions d'euros ;
- Entreprises du groupe et OPCVM : 17,5 millions d'euros ;
- Corporates : 10 millions d'euros ;
- Banques (y compris comptes nostri et transparence) : 50 millions d'euros ;
- États (lignes de trésorerie et pensions) : 591 millions d'euros ;
- Supranationaux : 20 millions d'euros ;
- Collectivités locales : 20 millions d'euros.

Répartition des engagements par secteur

Aucune limite sectorielle spécifique n'a été définie.

Orange Bank est exposée principalement sur :

- L'immobilier résidentiel et commercial, qui représente 25 % des expositions crédits et titres ;
- Les états, les collectivités locales et les supranationaux : 22 % des expositions crédits et titres ;
- Le secteur bancaire : 14 % des expositions crédits et titres ;
- L'agriculture : 8 % des expositions crédits et titres.

Dispositif de limites d'exposition par zone géographique

Pour les marchés hors trésorerie, la clientèle financée est localisée en France.

Le marché de la trésorerie est soumis à un dispositif de limites par type de contrepartie : banque, « corporate », organisme supranational, collectivité locale ou état.

Depuis 2010 un suivi strict des expositions par zone géographique a été mis en place et fait l'objet d'une présentation dans le tableau de bord des risques de crédit, en Comité des crédits et en Comité d'audit, des risques et des rémunérations.

5. – Risques de marché

Le service des risques des marchés produit quotidiennement un tableau de bord des risques de marchés sur des calculs indépendants du front office qui comprend les résultats, le calcul des sensibilités pour les portefeuilles concernés et la confrontation aux limites qui ont été fixées. Des stress scénarios sont aussi simulés sur les différents portefeuilles.

Le contrôle des risques de marché s'assure quotidiennement que les positions de change en fin de journée sont inférieures à la limite fixée par le Comité exécutif. Il effectue tous les jours un reporting de la position de change comptable auprès des services concernés.

De plus, le service des risques de marchés suit en journée le book de trading de change. Il s'assure qu'aucune position ne dépasse la limite de position fixée par le Comité exécutif et s'assure également que le portefeuille n'a plus de position en fin de journée à l'exception des devises qui bénéficient d'une limite over night. Il n'a recensé aucun dépassement sur l'activité de trading intraday sur le change comptant en 2016.

La salle des marchés n'a pas de position sur le marché des actions. Elle n'effectue que de l'intermédiation pour le compte de la clientèle sur ce marché.

Fixation des limites

Le Comité ALM, taux client et risques de marché est informé mensuellement des systèmes de mesures des risques et des résultats, de la fixation des limites et de leur respect. Il est également informé mensuellement de tout événement de nature à modifier le niveau de risques de la Banque ou de toute défaillance de contrepartie.

Les limites de marché sont révisées à minima annuellement par le Comité exécutif et plus souvent si nécessaire, et validées par le Conseil d'Administration.

Dépassements de limites observés au cours du dernier exercice

Aucun dépassement n'a été observé en 2016.

Les dépassements de position de change ont tous été liés à des décalages dans les enregistrements comptables des opérations en 2016. Ces dépassements ont tous été régularisés par les différents services.

6. – Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux est suivi au travers de différents gaps de taux, en statique ou en dynamique, et par des calculs de sensibilité de la VAN du bilan et du résultat encadrés par des autorisations de risques spécifiques.

En outre, le Comité ALM suit également périodiquement d'autres stress scénarios de taux sur la VAN du bilan : -100bp, +100bp, +200bp après 2 ans ainsi que deux scénarios de rotation correspondant à un aplatissement et à une pentification de la courbe des taux. Ces 2 scénarios de rotation sont construits sur un point pivot à 2 ans et un mouvement de courbe de 100 bps.

7. – Risque d'intermédiation

Orange Bank assure un service de réception transmission d'ordres pour le compte de clients dont elle assure par ailleurs la tenue de compte conservation. Ce service ne concerne que des ordres, peu nombreux, négociés sur des marchés réglementés, au comptant pour la grande majorité d'entre eux. La Banque n'offre pas de service de règlement différé.

La connaissance de ses clients, sociétés du Groupe ou particuliers, et le contrôle a priori de l'existence et du maintien d'une couverture suffisante en instruments financiers et en espèces au compte de ces clients, donne à la Banque une très bonne maîtrise du risque de défaillance d'un donneur d'ordres.

La sélection des contreparties et des opérations traitées fait l'objet de procédures formalisées. Toutes les opérations d'intermédiation avec les clients sont imputées sur leur compte dès leur exécution.

8. – Risque de règlement

Le service pilotage des flux contrôle en temps réel les dénouements auprès des organismes de place sur la base des annonces qui lui sont faites par les services opérationnels (conservation titres, back-office trésorerie, moyens de paiement). La Banque est en mesure d'évaluer à tout moment les ressources titres ou espèces directement mobilisables lui permettant de respecter ses engagements. Elle dispose en effet de titres mobilisables auprès de la Banque de France lui permettant de mettre en place des opérations de pension afin d'assurer la liquidité intra day, voire over night.

9. – Risque de liquidité

La politique de gestion du risque de liquidité consiste à faire en sorte que Orange Bank soit à tout moment en mesure d'honorer ses engagements vis à vis de la clientèle, de satisfaire les normes prudentielles, de maintenir au niveau le plus faible le coût de son refinancement et de faire face à d'éventuelles crises de liquidité.

La taille et la nature du bilan de la Banque ainsi que sa structure de ressources provenant de ses différentes clientèles supérieures aux crédits octroyés, l'exposent peu au risque de liquidité. Les principales sources de financement sont donc structurelles : fonds propres, comptes à vue et comptes à régimes spéciaux, participation aux opérations de refinancement moyen long terme de la Banque Centrale Européenne. La Banque dispose en outre d'un gisement de titres éligibles à la Banque Centrale, qui lui permet de se financer à court terme et a également la possibilité de faire appel aux excédents du Groupe Groupama.

10. – Risques opérationnels

Le positionnement de la Banque au sein du Groupe Groupama, sa taille et son profil de risque modéré ont conduit au choix de la méthode standard s'agissant de la directive de mise en œuvre du ratio européen de solvabilité, Bâle II.

Sa politique de gestion des risques opérationnels repose sur l'identification des risques inhérents à chaque activité (approche bottom-up), l'évaluation périodique de leur criticité pour la Banque (cartographie des risques opérationnels et modélisation de scénarios) et une démarche de recensements des incidents avérés. Ce dispositif est complété par un dispositif de reporting et d'alertes et d'une démarche d'amélioration des dispositifs de maîtrise existants.

La politique de gestion des risques opérationnels dans son ensemble, exposée dans une instruction permanente, est régulièrement revue par le Comité exécutif. Un ensemble de procédures mis à disposition du personnel encadre la démarche de cartographie des risques, les obligations en matière de recensement et de traitement des incidents opérationnels et les règles d'élaboration et de communication des reportings.

Identification et évaluation du risque opérationnel

Privilégiant l'approche du risque par la cause (i.e. événement de risque observé), le référentiel des risques opérationnels de la Banque recense les principaux risques inhérents à chaque activité exercée en direct ou déléguée à des prestataires essentiels. Il repose sur une analyse des processus de la Banque réalisée par le service risques opérationnels en liaison avec les responsables d'activité, les pilotes de processus et les responsables des contrôles permanents et de la conformité. Une démarche de revue de la cartographie des risques opérationnels est déployée périodiquement : elle vise à évaluer et à hiérarchiser par niveau de criticité les risques significatifs identifiés dans le référentiel des risques. Les actions de maîtrise du risque qui s'imposent sont mises en place immédiatement ou après arbitrage du Comité des risques et contrôles. Ces plans d'actions sont ensuite formalisés et suivis au sein d'un applicatif dédié.

Orange Bank est exposée à plusieurs types de risques opérationnels dont les principaux sont les suivants :

- Risques liés à l'exercice de son cœur de métier : les erreurs d'exécution constituent à ce jour en volume la principale cause de risques opérationnels ;
- Risques liés à son modèle d'organisation : la Banque externalise une partie de ses activités cœur de métier, s'exposant ainsi aux risques de non continuité d'activité et de non-conformité des prestations fournies ;
- Risques liés à son modèle de distribution

Dispositif de collecte des incidents

Un processus de collecte des incidents opérationnels subis par la Banque est en place : il vise à recenser au fil de l'eau et sous un format homogène l'ensemble des incidents opérationnels de la Banque. La déclaration des incidents est effectuée par l'ensemble des collaborateurs de l'établissement. Les incidents opérationnels sont recensés dès leur détection, qu'ils aient ou non un impact financier (pas de seuil minimum de déclaration).

Programme d'assurance

Orange Bank a mis en place un programme d'assurance validé par le Comité exécutif. Ce programme prend en compte les standards de la place en matière de couverture responsabilité civile professionnelle, responsabilité civile d'exploitation, responsabilité civile professionnelle pour l'activité de courtage d'assurance, « globale de banque », « perte d'activité bancaire » et risques majeurs pour les cartes bancaires.

Plan d'Urgence et de Poursuite d'Activité

Le Plan d'Urgence et de Poursuite d'Activité (PUPA) est organisé autour de plusieurs dispositifs, notamment :

- La mise en œuvre d'une cellule de crise ;
- Le back-up des systèmes informatiques ;
- La mise à disposition d'un site de secours.

Ces dispositifs font l'objet d'une mise à jour régulière et les sites de secours font l'objet de tests techniques et utilisateurs plusieurs fois par an.

Évaluation des fonds propres nécessaires

Dans le cadre du Pilier 2, Orange Bank a adopté historiquement une approche d'appréhension de ses risques adaptée à son modèle d'activité (gouvernance, fixation de limites,...) dans le cadre de la méthode standard en ce qui concerne l'exigence en capital au titre du règlement n°575/2013 du Parlement européen et du conseil du 26 juin 2013.

Il a été estimé, en cohérence avec les dispositions réglementaires, que les calculs réglementaires étaient ainsi une bonne estimation, voire un majorant, quant au besoin de fonds propres à mettre en face des risques de la Banque, sachant que, d'une part, les organes exécutifs et délibérants se sont fixés un ratio de solvabilité sur base consolidée de 10 % minimum confirmé par lettre de l'ACPR du 31 décembre 2013 en application du règlement n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 et que, d'autre part, la Banque adopte une politique prudente en matière de provisionnement, et a notamment commencé à mettre en place en 2011 un provisionnement collectif sur une partie des encours sains.

Note V a. – Information sectorielle : Actif

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	04/10/2016
------------------------	------------	------------

	Activité Bancaire	Entreprises du groupe	Total consolidation	Activité Bancaire	Entreprises du groupe	Total consolidation
Caisse, Banques Centrales	13 743		13 743	6 871		6 871
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	248 270		248 270	94 192		94 192
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	735 426		735 426	1 008 992		1 008 992
Actifs financiers au coût amorti	3 832 741	24 447	3 857 188	3 288 502	26 284	3 314 785
Instruments dérivés de couverture				-		-
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	13 737		13 737	13 696		13 696
Participations aux bénéfices différés				-		-
Participations dans les entreprises mises en équivalence				-		-
Immeubles de placement				-		-
Immobilisations corporelles	1 155		1 155	1 341		1 341
Immobilisations incorporelles (yc écarts d'acquisitions)	16 005		16 005	1 796		1 796
Actifs d'impôts courants			-	-		-
Actifs d'impôts différés	17 500		17 500	17 800		17 800
Comptes de régularisation et actifs divers	142 909		142 909	162 976		162 976
Actifs non courants destinés à être cédés			-	-		-
Total	5 021 487	24 447	5 045 934	4 596 166	26 284	4 622 449

Note V b. – Information sectorielle : Passif

(En milliers d'euros.)	31/12/2016			04/10/2016		
	Activité Bancaire	EDG	Total consolidation	Activité Bancaire	EDG	Total consolidation
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	68 358		68 358	71 012		71 012
Passifs financiers au coût amorti	2 866 522	1 583 285	4 449 807	2 884 109	1 168 978	4 053 087
Instruments dérivés de couverture	30 010		30 010	28 952		28 952
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-			-		-
Provisions	10 951		10 951	107 840		107 840
Passifs d'impôts courants	68		68	68		68
Passifs d'impôts différés	21 000		21 000	21 900		21 900
Comptes de régularisation et passifs divers	114 734		114 734	169 438		169 438
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			-	-		-
Capitaux propres	264 971		264 971	170 299		170 299
Capitaux propres part du groupe (ou des propriétaires de la société mère)	270 299		270 299	170 299		170 299
Capital et réserves liées	270 299		270 299	170 299		170 299
Réserves consolidées	-			-		-
Autres réserves	-					-
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-5 328		-5 328	-		-
Résultat de l'exercice	86 034		86 034	-147		-147
Intérêts minoritaires (ou participation ne donnant pas le contrôle)	-		-	-		-
Total	3 462 649	1 583 285	5 045 934	3 453 471	1 168 978	4 622 449

Note V c. – Information sectorielle : Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	31/12/2016			04/10/2016		
	Activité Bancaire	Entreprises du groupe	Total consolidation	Activité Bancaire	Entreprises du groupe	Total consolidation
Intérêts et Produits assimilés	17 960	681	18 641	-		-
Intérêts et Charges assimilés	-10 102	-36	-10 138	-		-
Commissions -produits	8 322	7 123	15 444	-		-
Commissions -charges	-691	-1 630	-2 320	-		-
Gains ou pertes nets sur Instruments financiers à la juste valeur par résultat	3 131	168	3 300	-		-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	-		-	-		-
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments au coût amorti	-875		-875	-		-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	-		-	-		-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	-		-	-		-
Produits des autres activités	1 803		1 803	-		-
Charges des autres activités	-4 420		-4 420	-		-
Produit net bancaire	15 127	6 306	21 433	-		-
Charges générales d'exploitation	-30 501		-30 501	-		-
Dotations aux amortissements et dépréciations des Immobilisations Incorporelles et Corporelles	-327		-327	-		-
Résultat brut d'exploitation	-9 395		-9 395	-		-
Coût du risque	-2 004		-2 004	-		-
Résultat d'exploitation	-11 399		-11 399	-		-
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	-		-	-		-
Gains ou pertes nets sur autres actifs (yc gains nets sur décomptabilisation d'actifs non financiers)	-		-	-		-
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-		-	-		-
Écart d'acquisition négatif comptabilisé en résultat	96 834		96 834			
Résultat avant impôts	85 435		85 435	-		-
Impôts sur les bénéfices	599		599	-		-
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-		-	-		-
Résultat net	86 034		86 034	-		-
Intérêts minoritaires (ou participation ne donnant pas le contrôle)	-		-	-		-
Résultat net -part du groupe	79 728	6 306	86 034	-	-	-

Les frais généraux n'ont pas été répartis par secteur faute d'information disponible.

L'ensemble des coûts du projet OSLO encourus avant la date du 4 octobre 2016, dans l'ex Groupama Banque, a été neutralisé et reporté post 4 octobre 2016.

Note VI. – Information sectorielle : par zone géographique

Les actifs et passifs sont tous d'origine « zone UE » qui comprend tous les pays de l'Union Européenne. Il en est de même pour les éléments du compte de résultat. C'est à ce titre qu'il n'est pas présenté d'information détaillée.

Note VII. – Exposition nette sur monnaies étrangères

L'exposition nette sur les monnaies étrangères est déterminée à partir des comptes de position de change. Elle est exprimée en milliers d'euros et sur la base des encours de devises contre-valorisés au cours de la clôture. Le poste « autres » correspond au cumul des autres devises. Le total exprime, en Euro, l'exposition nette.

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	04/10/2016
USD	-25	-22
JPY	25	14
CHF	-15	-18
GBP	7	582
Autres	-56	-20
Total	-64	536

Note VIII. – Exposition par famille de contrepartie

31/12/2016							
Actif - (En milliers d'euros.)	États	Interbancaire	Clientèle financière	Clientèle non financière	Ménages	Autres	Total
Caisse, Banques Centrales	13 743						13 743
Actifs financiers à la Juste valeur par résultat		209 730	394	38 146			248 270
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	360 997	312 248	27 422	34 759			735 426
Actifs financiers au coût amorti	533 914	948 714	10 000	71 880	2 159 810	132 870	3 857 188
Instruments dérivés de couverture							-
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	9 353				4 384		13 737

04/10/2016							
Actif - (En milliers d'euros.)	États	Interbancaire	Clientèle financière	Clientèle non financière	Ménages	Autres	Total
Caisse, Banques Centrales	6 871						6 871
Actifs financiers à la Juste valeur par résultat		10 836	74 884	8 472			94 192
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	387 420	480 400	19 901	121 271			1 008 992
Actifs financiers au coût amorti	530 347	412 155	50 152	82 332	2 103 100	136 700	3 314 785
Instruments dérivés de couverture		-					-
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		8 900			4 796		13 696

31/12/2016							
Passif (En milliers d'euros.)	États	Interbancaire	Clientèle financière	Clientèle non financière	Ménages	Autres	Total
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		11 566		56 792			68 358
Passifs financiers au coût amorti		493 231		114 295	3 775 542	66 740	4 449 807
Instruments dérivés de couverture		15 310				14 700	30 010
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux							-

04/10/2016							
Passif (En milliers d'euros.)	États	Interbancaire	Clientèle financière	Clientèle non financière	Ménages	Autres	Total
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		15 203		55 809			71 012
Passifs financiers au coût amorti		576 732		88 785	3 318 670	68 900	4 053 087
Instruments dérivés de couverture		14 252				14 700	28 952
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux							-

Note IX. – Durées restant à courir

Les durées restant à courir sont calculées à partir des dates d'échéance finales contractuelles, échéance par échéance, pour les opérations amortissables. Pour les crédits « roll over », l'occurrence des renouvellements ne pouvant être préjugée, les dates de renouvellement sont considérées comme date d'échéance finale.

La colonne « liquidité » comprend les comptes courants, tant de la clientèle que des correspondants (Lori / Nostri).

Les créances rattachées ont été isolées dans une colonne spécifique et les éléments dont l'échéance n'est pas déterminable sont isolés dans la colonne « autres ».

Actif (En milliers d'euros.)	31/12/2016
------------------------------	------------

	Total	Liquidité	< = 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	> 5 ans	Autres	Créances rattachées
Caisse, Banques Centrales	13 743	13 743						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	248 270	807	38 782	115 113	93 569			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	735 426	16 536	25 507	76 735	318 387	298 261		
Actifs financiers au coût amorti	3 857 188	1 109 045	103 072	373 378	1 561 089	573 244	132 870	4 490
Instruments dérivés de couverture								
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	13 737				4 384	9 353		
Comptes de régularisation et actifs divers	142 909	142 909						

Actif (En milliers d'euros.)	04/10/2016							
	Total	Liquidité	< = 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	> 5 ans	Autres	Créances rattachées
Caisse, Banques Centrales	6 871	6 871						
Actifs financiers à la juste valeur	94 192	4 910	463	68 446	20 373			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 008 992	15 114	147 831	138 396	394 847	312 804		
Actifs financiers au coût amorti	3 314 785	626 635	87 845	376 098	1 433 263	649 472	136 700	4 772
Instruments dérivés de couverture								
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	13 696				3 212	10 484		
Comptes de régularisation et actifs divers	162 976	162 976						

Passif (En milliers d'euros.)	31/12/2016							
	Total	Liquidité	< = 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	> 5 ans	Autres	Créances rattachées
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	68 358				62 447	5 911		
Passifs financiers au coût amorti	4 449 807	3 804 563		8 410	505 749	44 731	66 740	19 614
Instruments dérivés de couverture	30 010				4 384	10 926	14 700	
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux								
Comptes de régularisation et passifs divers	114 734	111 485		3 248				

Passif (En milliers d'euros.)	04/10/2016							
	Total	Liquidité	< = 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	> 5 ans	Autres	Créances rattachées
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	71 012				60 233	10 780		
Passifs financiers au coût amorti	4 053 087	3 451 029	5 607	9 400	453 709	44 914	68 900	19 528
Instruments dérivés de couverture	28 952				3 212	11 040	14 700	
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux								
Comptes de régularisation et passifs divers	169 438	159 409		10 029				

Note X. – Portefeuille par type de produit et de taux

31/12/2016									
Actifs (En milliers d'euros.)	Actifs financiers à la juste valeur par compte de résultat			Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			Actifs financiers au coût amorti		
	Taux Fixe	Taux variable / révisable	Total	Taux Fixe	Taux variable / révisable	Total	Taux Fixe	Taux variable / révisable	Total
Prêts auprès des établissements de crédit								948 711	948 711
Prêts auprès de la clientèle							2 177 413	10 000	2 187 413
Obligations				644 923		644 923	702 224		702 224
Titres de créances négociables					90 503	90 503			
Titres reçus en pension livrées						0			0
Actions et OPCVM		236 611	236 611			0			
Dérivés			11 659						
Douteux									55 300
Dépréciation									-36 460
Total	0	236 611	248 270	644 923	90 503	735 426	2 879 637	958 711	3 857 188

31/12/2016		
Passifs (En milliers d'euros.)	Passifs financiers à la juste valeur par compte de résultat	Passifs financiers au coût amorti

	Taux Fixe	Taux variable / révisable	Total	Taux Fixe	Taux variable / révisable	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit				450 085	43 145	493 230
Emprunts auprès de la clientèle						3 842 282
Titres vendus à découvert						
Dérivés			11 566			
Titres donnés en pension livrées					27 785	27 785
Émission de Titres de Créances Négociables		56 792	56 792		86 510	86 510
Total	0	56 792	68 358	450 085	70 930	4 449 807

04/10/2016									
Actifs (En milliers d'euros.)	Actifs financiers à la Juste valeur par compte de résultat			Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			Actifs financiers au coût amorti		
	Taux Fixe	Taux variable / révisable	Total	Taux Fixe	Taux variable / révisable	Total	Taux Fixe	Taux variable / révisable	Total
Prêts auprès des établissements de crédit							7	412 148	412 155
Prêts auprès de la clientèle							2 119 463	50 152	2 169 615
Obligations				905 042		905 042	711 589		711 589
Titres de créances négociables					103 950	103 950			0
Titres reçus en pension livrées						0			0
Actions et OPCVM		83 356	83 356			0			
Dérivés			10 836						
Douteux									57 290
Dépréciation									-35 864
Total	0	83 356	94 192	905 042	103 950	1 008 992	2 831 059	462 300	3 314 785

04/10/2016						
Passifs (En milliers d'euros.)	Passifs financiers à la juste valeur par compte de résultat			Passifs financiers au coût amorti		
	Taux Fixe	Taux variable / révisable	Total	Taux Fixe	Taux variable / révisable	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit				491 026	18 761	509 787
Emprunts auprès de la clientèle						3 384 370
Titres vendus à découvert						
Dérivés			15 203			
Titres donnés en pension livrées					70 163	70 163
Émission de Titres de Créances Négociables		55 809	55 809		88 767	88 767
Total	0	55 809	71 012	491 026	177 691	4 053 087

Note XI. – Juste valeur des instruments financiers au coût amorti

Juste valeur (En milliers d'euros.)	31/12/2016		04/10/2016	
	Valeur comptable	Juste Valeur	Valeur comptable	Juste Valeur
Actif				
Caisse, banques centrales	13 743	13 743	6 871	6 871
Actifs financiers au coût amorti	3 857 188	3 802 914	3 314 785	3 260 106
Dont Prêts & créances sur les établissements de Crédit	948 714	948 714	412 155	412 155
Dont Prêts & créances sur la clientèle	2 196 250	2 196 250	2 191 041	2 191 041
Dont Actifs jusqu'à l'échéance	712 224	657 950	711 589	656 910
Passif				
Passifs financiers au coût amorti	-4 449 807	-4 449 807	-4 053 087	-4 053 087
Dont Dettes envers les établissements de crédit	-496 298	-496 298	-579 932	-579 932
Dont Dettes sur la clientèle	-3 839 214	-3 839 214	-3 402 451	-3 402 451

Dont Dettes représentées par un titre (1)	-86 510	-86 510	-43 263	-43 263
Dont Dettes subordonnées	-27 785	-27 785	-27 441	-27 441

Note XII. – Encours dépréciés et encours sains

Les encours dont la solvabilité semble compromise sont isolés dans la colonne valeur brute des encours dépréciés. Les dépréciations correspondent à la différence entre la valeur actuelle des flux attendus et la créance. La valeur actuelle des flux est calculée sur la base des dates espérées de rentrée des fonds et du taux d'intérêt effectif. Il est rappelé qu'au regard de la politique de commissionnement très peu significative, le taux d'intérêt effectif est égal au taux du dossier.

(En milliers d'euros.)	31/12/2016				
	Encours sains (1)	Encours dépréciés			Total (1) + (2)
		Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette (2)	
Actifs financiers au coût amorti	3 838 348	55 300	-36 460	18 840	3 857 188
Dont Prêts & créances sur les établissements de Crédit	948 714			0	948 714
Dont Prêts & créances sur la clientèle	2 177 410	55 300	-36 460	18 840	2 196 250
Dont Actifs jusqu'à l'échéance	712 224			0	712 224
Comptes de régularisation et actifs divers	142 909	165	-165	0	142 909

(En milliers d'euros.)	04/10/2016				
	Encours sains (1)	Encours dépréciés			Total (1) + (2)
		Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette (2)	
Actifs financiers au coût amorti	3 456 335	57 466	-35 864	21 426	3 314 785
Dont Prêts & créances sur les établissements de Crédit	412 155			0	412 155
Dont Prêts & créances sur la clientèle	2 169 615	57 290	-35 864	21 426	2 191 041
Dont Actifs jusqu'à l'échéance	711 589	0	0	0	711 589
Comptes de régularisation et actifs divers	162 976	176	-176	0	162 976

Note XIII a. – Dépréciations mouvements de l'exercice 2016

(En milliers d'euros.)	04/10/2016	Dotations		Autres	Reprises		31/12/2016
		Par Coût du risque	Par PNB		Par Coût du risque	Par PNB	
Actifs financiers au coût amorti	35 864	5 623	-	-	5 026	-	36 460
Dont instruments de capitaux propres							-
Dont prêts et créances	35 864	5 623			5 026		36 460
Dont autres							-
Comptes de régularisation et actifs divers	176				11		165
Total	36 040	5 623	-	-	5 037	-	36 625

31/12/2016 (En milliers d'euros.)	Pertes			Récupération sur Créances amorties
	Couvertes par provisions	Non couvertes par provisions	Total	
Actifs financiers au coût amorti	1 476	33	1 509	91
Dont prêts et créances	1 476	33	1 509	91
Dont autres			-	
Comptes de régularisation et actifs divers			-	
Total	1 476	33	1 509	91

L'ouverture de l'exercice étant le 4 octobre 2016, les annexes N-1 sont sans objet.

Note XIV. – Débiteurs divers

Débiteurs divers (En milliers d'euros.)	31/12/2016	04/10/2016
Comptes de régularisation - comptes d'opérations sur titres	4 178	32 440
Créances douteuses sur autres débiteurs divers	165	176
Provisions sur créances douteuses sur autres débiteurs divers	-165	-176
Sous-total net créances douteuses autres débiteurs divers	4 178	32 440
Autres État & Collectivités publiques	285	228
Débiteurs liés aux fonctions personnels et organismes sociaux	-	-
Débiteurs divers	110 504	111 254
Sous-total net des débiteurs divers	110 789	111 482
Autres comptes de régularisation	27 941	19 054
Total des comptes de régularisation et actifs divers	142 909	162 976

Note XV. – Immobilisations incorporelles et corporelles

Les autres immobilisations incorporelles correspondent essentiellement aux logiciels exploités par le Groupe. Le Groupe n'a pas créé de logiciel.

Immobilisations incorporelles (En milliers d'euros.)	31/12/2016	
	Fonds de commerce	Autres immobilisations incorporelles
Valeur brute à l'ouverture	295	38 421
Acquisition et création		14 323
Cessions		
Écart de conversion		
Valeur brute à la clôture	295	52 744
Amortissements cumulés à l'ouverture	-295	-36 625
Augmentation		-114
Diminution		
Écart de conversion		
Amortissements cumulés à la clôture	-295	-36 739
Dépréciation durable cumulée à l'ouverture	-	
Dépréciation durable comptabilisée		
Dépréciation durable reprise		
Écart de conversion		
Dépréciation durable à la clôture	-	-
Total des amortissements et provisions	-295	-36 739
Total valeur nette comptable	0	16 005

Immobilisations corporelles (En milliers d'euros.)	31/12/2016
Valeur brute à l'ouverture	10 954
Acquisitions	27
Cessions	
Variation de périmètre	
Écart de conversion	
Valeur brute à la clôture	10 981
Amortissements cumulés à l'ouverture	-9 613
Augmentation	-213
Diminution	
Variation de périmètre	
Amortissements cumulés à la clôture	-9 826
Dépréciation durable cumulée à l'ouverture	0
Dépréciation durable comptabilisée	
Dépréciation durable reprise	
Variation de périmètre	
Dépréciation durable cumulée à la clôture	0

Total des amortissements et provisions	-9 826
Total valeur nette comptable	1 155

L'ouverture de l'exercice étant le 4 octobre 2016, les annexes N-1 sont sans objet.

Note XVI. – Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition ont fait l'objet d'un test de dépréciation dans le cadre de l'ensemble homogène de métiers auxquels ils sont affectés tant au 1^{er} octobre, qu'au 31 décembre 2016. La valeur testée est la nouvelle valeur brute comptable à la date de référence, après déduction des amortissements pratiqués et dépréciations éventuellement enregistrées au 31 décembre 2016 conformément aux dispositions prévues par la norme IFRS 1.

(En milliers d'euros.)	Mouvements				
	01/10/2016	Acquisitions	Cessions	Dépréciations	31/12/2016
Écart d'acquisition actif					
Groupama Banque	-	-	-	-	-
Total					

Note XVII. – Créiteurs divers

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	04/10/2016
Autres comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	3 570	59 688
Créiteurs liés aux fonctions personnels et organismes sociaux	13 100	12 223
Créiteurs divers	89 819	84 328
Autres comptes de régularisation	8 243	13 199
Total des comptes de régularisation et passifs divers	114 734	169 438

Note XVIII. – Dettes subordonnées

31/12/2016 (En milliers d'euros.)	Taux	Devises	Durée			
			<3 mois	<1 an	<5 ans	> 5 ans
	Variable	Euros				-27 785

04/10/2016 (En milliers d'euros.)	Taux	Devises	Durée			
			<3 mois	<1 an	<5 ans	> 5 ans
	Variable	Euros				-27 441

Note XIX a. – Détail des provisions au passif

Les provisions correspondent aux risques de décaissements résultant des dires d'expert. Celles liées aux risques de contrepartie sont comptabilisées après prise en compte de l'effet temps. Ce dernier résulte d'un calcul de valeur actuelle sur la base de la date prévisionnelle de décaissement des fonds et du taux « à terme » à date de calcul initial. Pour chaque dossier ce taux est fixé une fois pour toute. L'effet temps est comptabilisé en flux d'intérêt, dans le PNB.

Les dotations ou reprises impactent : les capitaux propres pour les instruments financiers comptabilisés en disponible à la vente et pour les autres, le coût du risque ou le résultat d'exploitation en compte de résultat en fonction de la nature de la provision.

(En milliers d'euros.)	04/10/2016	Dotations		Reprises		Autres	31/12/2016
		Par coût du risque	Par PNB	Par coût du risque	Par PNB		
Provisions pour risques de contrepartie	5 208		-				5 208
Dont prêts et créances	1 170						1 170
Dont titres	0						0
Dont autres	4 038						4 038
Total	5 208	-	-	-	-	-	5 208

(En milliers d'euros.)	04/10/2016	Dotations	Reprises	Autres	31/12/2016
------------------------	------------	-----------	----------	--------	------------

		Par résultat	Par capitaux propres	Par résultat	Par capitaux propres		
Provisions pour charges de retraite & Médaille du travail	5 047	842	-	- 658			5 231
Autres	97 585	70	-	-97 143			512
Total	102 632	912	-	-97 801	-	-	5 743
Total	107 840	912	-	-97 801	-	-	10 951

Note XIX b. – Détail des provisions au passif par catégorie

31/12/2016 (En milliers d'euros.)	Valeur comptable						
	Pensions et autres obligations de prestations définies postérieures à l'emploi	Autres avantages du personnel à long terme	Restructuration	Risques légaux et fiscaux	Engagements et garanties données	Autres provisions	Total
Solde d'ouverture (valeur comptable au début de la période)	2 455	2 592					5 047
Acquisitions, y compris augmentation des provisions existantes	788	54				70	912
(-) Montants utilisés							
(-) Montants inutilisés repris au cours de la période		-658				-309	-967
Accroissement du montant actualisé [passage du temps] et effet de toute variation du taux d'actualisation							
Autres mouvements							
Solde des provisions PCEC	3 243	1 988	-	-	-	-239	4 992
Autres mouvements IFRS							-
Solde de clôture (valeur comptable à la fin de la période)	3 243	1 988	-	-	-	-239	4 992

Litiges : Orange Bank fait l'objet de deux contentieux historiques où les demandeurs réclament au total environ 350 millions d'euros au titre du préjudice financier qu'ils prétendent avoir subi. Orange Bank considérant ces réclamations non fondées et les contestant fermement, le Groupe n'a comptabilisé aucun passif, à l'exception d'une provision couvrant les frais de défense de la Banque.

Note XX. – Gains ou pertes latents ou différés

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	04/10/2016
Écarts de conversion		
Actifs disponibles à la vente		
Obligations		
Plus-values latentes ou différées	9 163	-
Moins-values latentes ou différées	-642	-
Actions		
Plus-values latentes ou différées		
Moins-values latentes ou différées	-13 850	-
Dérivés de couverture de flux de trésorerie		
Total	-5 328	-
Part du groupe	-5 328	-
Part des intérêts minoritaires	-	-

L'ouverture de l'exercice étant le 4 octobre 2016, les annexes N-1 sont sans objet.

Note XXI a. – Produits et charges d'intérêt

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	04/10/2016
Sur opération avec les établissements de crédit	418	-
Sur opération avec la clientèle	15 460	-
Sur actifs financiers à la juste valeur par résultat	163	-
Sur actifs financiers disponibles à la vente	3 050	-
Sur actifs financiers détenus jusqu'à échéance	3 589	-
Sur instruments de couverture		-

Sur autres intérêts et produits assimilés	-4 040	-
Produits d'intérêt	18 641	-
Sur opération avec les établissements de crédit	-939	-
Sur opération avec la clientèle	-10 044	-
Sur actifs financiers à la juste valeur par résultat	-707	-
Sur actifs financiers disponibles à la vente		-
Sur actifs financiers détenus jusqu'à échéance		-
Sur instruments de couverture		-
Sur dettes subordonnées	-342	-
Sur autres intérêts et charges assimilables	1 894	-
Charges d'intérêt	-10 138	-

Note XXI b. – Gains et pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	04/10/2016
Revenus nets des instruments à la juste valeur par résultat	0	-
+/- values latentes ou réalisées sur instruments financiers à la juste valeur par résultat par nature	0	-
+/- values latentes ou réalisées sur instruments financiers à la juste valeur par résultat par option	3 416	-
Gains ou pertes nets sur opérations de couverture	-116	-
Total	3 300	-

Note XXI c. – Gains et pertes résultant de la décomptabilisation d'instruments au coût amorti

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	04/10/2016
Revenus nets des actifs financiers disponibles à la vente	-	-
+/- values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente	-875	-
+/- values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances	-	-
Gains ou pertes nets sur opérations de couverture	-	-
Total	-875	-

Note XXI d. – Commissions

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	04/10/2016
Charges		
Sur opérations avec les établissements de crédit	-24	-
Sur opérations avec la clientèle	-877	-
Sur Instruments Financiers à Terme	-1	-
Sur opérations de change		-
Sur autres engagements reçus - Garantie financière	0	-
Sur opérations sur titres	-1 416	-
Autres (dont commissions de gestion des OPCVM)	-2	-
Total	-2 320	-
Produits		
Sur opérations avec les établissements de crédit	2	-
Sur opérations avec la clientèle	8 809	-
Sur opérations sur titres	540	-
Sur opérations de change	27	-
Sur engagements de garantie	209	-
Sur Instruments Financiers à Terme	216	-
Sur prestations de services pour compte de tiers		-

Sur activité d'assistance & de conseil		
Autres (dont commissions de gestion des OPCVM) (1)	5 641	-
Total	15 444	-
<i>(1) dont compte de liaison</i>		

L'ouverture de l'exercice étant le 4 octobre 2016, les annexes N-1 sont sans objet.

Note XXII a. – Charges générales d'exploitation

Ventilation par rubriques annexes des charges de personnel (En milliers d'euros.)	31/12/2016	04/10/2016
Salaires et traitements	-8 382	0
Charges de retraite	-713	0
Autres charges sociales	-3 663	0
Taxe sur les salaires	-1 198	0
Intéressement des salariés	-397	0
Participation des salariés		0
Total charges de personnel	-14 353	-
Impôts et taxes (hors IS)	-537	0
Services extérieurs	-15 863	0
Total autres frais administratifs	-16 400	-
Dotations aux provisions sur autres frais administratifs		-
Dotations aux provisions sur frais de personnel	-867	0
Reprises de provisions sur autres frais administratifs		0
Reprises de provisions sur frais de personnel	898	0
Refacturation de services extérieurs	221	0
Refacturation de frais de personnel		0
Total autres charges générales d'exploitation	252	-
Total	-30 501	-

Note XXII b. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	04/10/2016
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-5 752	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		-
Actifs financiers au coût amorti et détenus jusqu'à échéance à revenu fixe	-5 685	-
Autres actifs		-
Engagement par signature et autres risques	-67	-
Reprises de provisions et de dépréciations	5 347	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		-
Actifs financiers au coût amorti et détenus jusqu'à échéance à revenu fixe	5 137	-
Autres actifs		-
Engagement par signature et autres risques	210	-
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-1 598	-
Pertes irrécouvrables non dépréciés	-12	-
Pertes irrécouvrables dépréciés	-1 676	-
Récupérations sur créances amortis	90	-
Coût du risque	-2 004	-

L'ouverture de l'exercice étant le 4 octobre 2016, les annexes N-1 sont sans objet.

Note XXIII. – Preuve de la charge de l'impôt

	Assiette	Taux	Impôt
Impôt théorique	85 435	34,43 %	-29 415
Crédits d'impôts et autres réductions d'impôts	-457	34,43 %	157
Différences permanentes			-119
Provisions et CAP non déductibles	343	34,43 %	-118
TVTS	3	34,43 %	-1
Retraitements de consolidation			29 975
Écart d'acquisition	-96 834	34,43 %	33 340
IDA sur déficit fiscal social Orange Bank (non reconnu)	12 784	34,43 %	-4 401
IDA sur déficit fiscal social Rapp 77 (non reconnu)	551	34,43 %	-190
IDA sur écritures PPA (EDG, crédits, titres, dépôts, SG)	-1 820	34,43 %	627
IDA sur amortissements PPA	-871	34,43 %	-300
IDP sur amortissements PPA	2 614	34,43 %	900
Charge d'impôt réelle	1 748	34,43 %	599
Impôt	1 748	34,43 %	599
Preuve d'impôt : écart non réconcilié			0

Note XXIV. – Informations liées au personnel

Les calculs ayant trait aux engagements vis-à-vis du personnel sont sous-traités à un prestataire.

Conformément aux IFRS, les écarts actuariels ont été comptabilisés en capitaux propres.

Le Groupe n'a pas de régime à prestations définies.

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	
	Indemnités de retraite	Médailles du travail
Position nette au bilan - Ouverture	3 160	1 992
Coût des services de l'exercice suivant	76	63
Coût d'actualisation	7	3
Position nette au bilan - Clôture	3 243	2 058
Paiement par l'employeur sur 2017 (prévision)	8	34
Paiement par l'employeur sur 2018 (prévision)	25	101
Paiement par l'employeur sur 2019 (prévision)	37	175
Paiement par l'employeur sur 2020 (prévision)	38	145
Paiement par l'employeur sur 2021 (prévision)	18	183
Paiement par l'employeur sur 2022 à 2026 (prévision cumulée)	729	852

Note XXV. – Engagements donnés et reçus

Valeur contractuelle des engagements de financement donnés ou reçus par le Groupe.

Les engagements de financement donnés consistent essentiellement en des ouvertures de crédits confirmés.

I - Engagements donnés (En milliers d'euros.)	31/12/2016	04/10/2016
Engagements de financement	561 501	513 663
Engagements donnés en faveur d'établissements de crédit		
Engagement en faveur de la clientèle (*)	561 501	513 663
Engagements douteux de financements donnés		
Engagements garantis d'ordre	21 410	20 661
Cautions avals & autres garanties d'ordre établissements de crédit	10 911	11 421
Garanties d'ordre de la clientèle	10 293	9 034
Engagements douteux donnés sur engagements d'ordre	206	206
Engagements sur titres		1 515
Autres titres à livrer		1 515
Engagements douteux donnés sur engagements sur titres		0

Opérations sur IFT	3 998	6 804
Opérations sur instruments de taux d'intérêt		
Opérations sur instruments de cours de change		
Opérations sur autres instruments		
Report / déport non couru	3 814	3 814
Compte d'ajustement devises hors bilan	184	2 990
Compte de liaison		
Autres engagements donnés	1 364 654	1 408 066

2 - Engagements reçus (En milliers d'euros.)	31/12/2016	04/10/2016
Engagements de financement	0	0
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements garantis d'ordre	744 144	717 978
Cautions avals & autres garanties reçues d'établissements de crédit	533 052	524 126
Garanties reçues de la clientèle	211 092	193 852
Engagements sur titres	0	24 302
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus		
Interventions à l'émission-titres à recevoir		
Marché gris - titres à recevoir		
Autres titres à recevoir		24 302
Engagements douteux reçus sur engagements sur titres		
Autres engagements reçus	0	0
Autres engagements reçus		
Engagements douteux reçus sur autres engagements		

Note XXVI. – Dérivés et opérations de change

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	04/10/2016
	Juste valeur	Juste valeur
Instruments de taux d'intérêt	-29 918	-33 319
Actif	11 659	10 836
Instruments dérivés Trading - Juste valeur positive	11 659	10 836
Instruments dérivés FVH - Juste valeur positive		-
Passif	41 577	44 155
Instruments dérivés Trading - Juste valeur négative	11 567	15 203
Instruments dérivés FVH - Juste Valeur négative	30 010	28 952

Opérations en devises

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	04/10/2016
Change au comptant		
Euros achetés non encore reçus	184	3 800
Devises achetées non encore reçues		902
Euros vendus non encore livrés		905
Devises vendues non encore livrées	185	3 815
Change à terme		
Monnaies à recevoir	14 275	15 239
Monnaies à livrer	15 815	16 778

Note XXVII. – Parties liées

Le Groupe est détenu à 35 % par le Groupe Groupama et 65 % par le Groupe Orange.

Relation avec le Groupe Groupama : L'impact des relations avec le Groupe Groupama est présenté, par grande nature d'opérations, dans le tableau ci-contre. Ces chiffres sont homogènes avec le ratio des grands risques.

Relation avec le Groupe Orange : Au 31 décembre 2016, la seule opération réciproque est le titre subordonné de 27,4 millions d'euros souscrit intégralement par Orange Participations.

(En milliers d'euros.)	31/12/2016			04/10/2016		
	Brut	Garanties reçues	Net	Brut	Garanties reçues	Net
Crédits et ouvertures de crédits confirmés	26 431	-3 181	23 250	27 081	-2 486	24 595
Découverts bancaires	795		795	2 251		2 251
Cautions et garanties émises	7 149		7 149	5 717		5 717

Note XXVIII a. – Gestion d'actifs pour compte de tiers

Somme en gestion pour compte de tiers

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	04/10/2016
Total des encours gérés	304 904	307 063

Note XXVIII b. – hiérarchie de la juste valeur

Classification des niveaux selon IFRS 7

— Niveau 1 : Actifs et passifs cotés sur les marchés actifs.

— Niveau 2 : Instruments financiers non cotés sur un marché actif et dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables.

— Niveau 3 : Instruments financiers non cotés sur un marché actif et dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres inobservables.

(En milliers d'euros.)	31/12/2016				04/10/2016			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers détenus à des fins de négociation	-	236 611	11 659	248 270	-	83 356	10 836	94 192
Dérivés			11 659	11 659			10 836	10 836
Instruments de capitaux propres				-				-
Titres de créances		236 611		236 611		83 356		83 356
Prêts et avances				-				-
Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres								
Titres de créances		-		-				-
Prêts et avances				-				-
Actifs financiers disponible à la vente	649 834	85 592	-	735 426	933 409	75 583	-	1 008 992
Instruments de capitaux propres	299			299	86			86
Titres de créances	649 535	85 592		735 127	933 323	75 583		1 008 906
Prêts et avances				-				-
Dérivés - Comptabilité de couverture								
Total actifs à la juste valeur	649 834	322 203	11 659	983 696	933 409	158 939	10 836	1 103 184
Passifs financiers détenus à des fins de négociation	-	11 567	-	11 567	-	15 203	-	15 203
Dérivés		11 567		11 567		15 203		15 203
Positions courtes				-				-
Dépôts				-				-
Titres de créances émis				-				-
Autres passifs financiers				-				-
Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-	-	56 791	56 791	-	-	55 809	55 809
Dépôts								
Titres de créances émis			56 791	56 791			55 809	55 809
Autres passifs financiers				-				-

Dérivés - Comptabilité de couverture		30 010		30 010		28 952		28 952
Total passifs à la juste valeur	-	41 577	56 791	98 368	-	44 155	55 809	99 964

Instruments dérivés – Niveau 3 :

Cette juste valeur correspond à un montage structuré, dit BMTN ZEN, constitué de l'émission d'un BMTN mis à la juste valeur sur option et à un swap couvant parfaitement cette juste valeur. Les valorisations sont effectuées par la contrepartie avec qui l'opération a été faite et sont contrôlées par les risques financiers.

L'adéquation entre les deux justes valeurs (JV du swap et JV du BMTN) est vérifiée à chaque arrêté.

Note XXVIII c. – Actifs reclassés

(En milliers d'euros.)	Total actifs reclassés		Actifs reclassés en 2016			Actifs reclassés antérieurement			
	Valeur au bilan 31/12/16	Valeur de marché estimée 31/12/16	Valeur de reclassement	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée	Valeur au bilan 31/12/16	Valeur de marché estimée 31/12/16	Valeur au bilan 04/10/16	Valeur de marché estimée 04/10/16
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance									
Total des actifs reclassés	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Note XXVIII d. – Actifs reclassés : impact résultat avant impôt 2016

(En milliers d'euros.)	Total actifs reclassés		Actifs reclassés en 2016					
	Impact 2016		Impact cumulé au 01/10/2016		Impact 2016		Impact cumulé au 31/12/2016	
	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)
Actifs financiers à la juste valeur par résultat transférés en Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance								
Total des actifs reclassés	-	-	-	-	-	-	-	-

Note XXIX. – Périmètre de consolidation

Nom de la société	31/12/2016			04/10/2016		
	Pourcentage de Contrôle	Pourcentage d'Intérêt	Méthode de Consolidation	Pourcentage de Contrôle	Pourcentage d'Intérêt	Méthode de Consolidation
RAPP 77			Société Mère			Société Mère
Groupama Banque	100,00 %	100,00 %		100,00 %	100,00 %	IG
IG = Intégration Globale						

VII. – Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif au premier exercice couvrant une période de trois mois du 4 octobre 2016 au 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société RAPP 77, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. – Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables

Provisionnement des risques de crédit

Comme indiqué dans les notes « III - Principes comptables et méthodes d'évaluation retenues » et « IV bis - Annexe risques » de l'annexe aux comptes consolidés, votre Groupe constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à examiner le dispositif de contrôle mis en place par la Direction relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations et des provisions individuelles et collectives.

Valorisation et dépréciation des instruments financiers

Votre Groupe détient des positions sur titres et autres instruments financiers. La note

« III - Principes comptables et méthodes d'évaluation retenues » de l'annexe aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres et instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par votre Groupe et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Votre Groupe comptabilise des dépréciations sur des actifs financiers disponibles à la vente pour les instruments de capitaux propres lorsqu'il existe une indication objective de baisse prolongée ou significative de leur valeur et pour les instruments de dettes lorsqu'il existe un risque de contrepartie avéré, ainsi que mentionné dans la note III de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif à l'appréciation du risque de contrepartie et à l'identification d'indices de perte de valeur, et nous avons revu la valorisation des lignes les plus significatives ainsi que les estimations ayant conduit, le cas échéant, à la couverture des pertes de valeur par des dépréciations.

Allocation du prix d'acquisition de la société Orange Bank (anciennement Groupama Banque)

Comme indiqué dans le paragraphe 1.3 de la note « 1 - Faits marquants » de l'annexe aux comptes consolidés, la prise de contrôle de la société Orange Bank a conduit à mener un exercice d'allocation du prix d'acquisition de la société en application de la norme IFRS 3 révisée. Nous avons examiné la démarche d'identification et les modalités d'estimation de la juste valeur des actifs et des passifs de la société Orange Bank à la date de prise de contrôle. Nous avons vérifié le caractère approprié du traitement comptable de cette opération et la pertinence des informations fournies dans la note de l'annexe susvisée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. – Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris La Défense, le 28 février 2017,

Les Commissaires aux comptes :

KPMG SA
Isabelle Goalec
Associée

Ernst & Young
Olivier Drion
Associé